

PROJET CŒUR DE L'HOPITAL NECKER-ENFANTS MALADES

Hôpital Necker-Enfants malades
149, rue de Sèvres – 75015 Paris

Dn° : 1396.01

24/01/2025

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

**LOT N°18 Tour d'escalier+ lift de chantier pour la création de salle
d'opération supplémentaire en CCP au bâtiment LAENNEC**

PE 06 PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

MAITRISE D'OEUVRE :

Architecte mandataire : A26-AD architectures



165 bis Rue de Vaugirard
75015 PARIS
Tél: 01 43 49 14 00
e-mail: vramette@a26.eu

B.E.T. Fluides/Structure : Projex



30 place Salvador Allende -
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tel: 03 20 47 03 01
e-mail: j.theve@projex.fr

Economiste : Vanguard



Cap Saint-Ouen 5/7 rue Paul Bert
93400 SAINT-OUEN
Tel: 01 80 89 99 80
e-mail: m.drgon@cabinetvanguard.com

Pilote : IPCS



11 rue Stanislas
75006 PARIS
Tel: 01 47 07 06 05
e-mail: ipcscom@orange.fr

AUTRES INTERVENANTS :

Bureau de contrôle :



Bâtiment Cerianthe 1
21 rue du Petit Albi
95800 CERGY-PONTOISE CEDEX

Coordonnateur CCSI :




Le Valmy
18, avenue Léon Gaumont
75020 PARIS
Tél: 01 44 73 14 37 – 06 38 43 09 78
e-mail: c.bernu@csd-associes.com

CSPS :



124 avenue de Cherbourg
78740 Vaux Sur Seine
Tél: 06.16.08.00.77 – 06.19.70.27.66
e-mail: gcec@gcec.eu

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

Projet CŒUR DE L'HOPITAL NECKER-ENFANTS MALADES

Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé – phase APS

Maître d'Ouvrage

Hadi HAROUN Conducteur d'Opérations



Hôpitaux Broca La Collégiale • Cochin
Corentin Celton • HEGP • Hôtel-Dieu
Necker-Enfants malades • Vaugirard

Secrétariat : 01.44.49.41.32 Tel : 01.44.49.41.33 Port : 06.18.59.72.44
Hôpital Necker enfants Malades 149 Rue de Sèvres 75015 Paris

Maître d'Œuvre

Architecte mandataire : A26-AD architectures



165 bis Rue de Vaugirard
75015 PARIS
Tél: 01 43 49 14 00
e-mail: vramette@a26.eu

B.E.T. Fluides/Structure : Projex



30 place Salvador Allende -
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tel: 03 20 47 03 01
e-mail: j.theve@projex.fr

Economiste : Vanguard



Cap Saint-Ouen 5/7 rue Paul Bert
93400 SAINT-OUEN
Tel: 01 80 89 99 80
e-mail: m.drgon@cabinetvanguard.com

Pilote : IPCS




11 rue Stanislas
75006 PARIS
Tel: 01 47 07 06 05
e-mail: ipcscom@orange.fr

COORDONNATEUR S.P.S




124, avenue de Cherbourg – 78740 Vaux sur Seine - ☎09.67.24.44.03 - Fax: 01.30.99.44.03
gcec@gcec.eu


	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

SOMMAIRE


1.	PREAMBULE.....	5
1.1	PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	5
1.2	PREAMBULE – CLASSEMENT DU CHANTIER EN MATIERE D’HYGIENE ET DE SECURITE DES TRAVAILLEURS.....	5
1.3	PREAMBULE : COVID 19	7
1.3.1	Autorité et responsabilités :.....	9
1.3.2	Pass Sanitaire :	9
1.3.3	Suspension de tâches, adaptation des méthodes et moyens:.....	10
2.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANTS LE CHANTIER.....	10
2.1	PRESENTATION DU PROGRAMME	10
2.2	INTERVENANTS.....	11
2.3	CALENDRIER ET EFFECTIF PREVU	11
3.	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER.....	12
3.1	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES.....	12
3.1.1	Bâtiments environnants	13
3.1.2	Risques de contamination aspergillaire	14
3.1.3	Servitudes particulières : Consignes de sécurité établies par le chef d’établissement	15
3.1.4	chantiers limitrophes ouverts ou prévus:	15
3.1.5	Réseaux existants	15
4.	MESURES SPECIFIQUES CONCERNANT L’ACCES DE CHANTIER	15
4.1	ADAPTATION DES TRAVAUX A LA NATURE DES ACTIVITES.....	15
4.2	ACCES AU CHANTIER.....	16
4.2.1	Mesures relatives à l’organisation du chantier liées au COVID 19.....	16
4.2.2	Voies existantes – accès véhicules	16
4.2.3	Stationnement.....	17
4.2.4	Accès ouvriers.....	17
4.2.5	Cartes BTP	17
4.2.6	Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	18
4.2.7	Secours & incendie	18
4.2.8	Secouriste	19
4.2.9	Fléchage et signalisation	19
4.2.10	Interdiction de fumer	19
5.	INSTALLATION DE CHANTIER.....	19
5.1	COMPTE PRORATA	19
5.2	CANTONNEMENTS.....	20
5.2.1	Dispositions Générales.....	20
5.2.2	Boîte A Pharmacie	21
5.2.3	Vestiaires et réfectoire.....	21
5.2.4	Sanitaires.....	22

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

5.2.5	Bureau de Chantier/salle de réunion.....	22
5.2.6	W.C. de proximité.....	22
5.2.7	Douches.....	22
5.2.8	Ateliers.....	22
5.2.9	Clôtures.....	22
5.2.10	Nettoyage Du Chantier :	24
5.2.11	Entretien des Abords :	25
5.3	CIRCULATIONS PIÉTONS/CHANTIER :	25
5.3.1	Horizontales	25
5.3.2	Verticales	25
5.3.3	Zone tampon de stationnement.....	26
5.3.4	Conduite à tenir en cas d'accident.....	26
5.4	ELECTRICITE DE CHANTIER.....	26
5.4.1	Branchements Provisoires	27
5.5	ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGES, CONDITIONS D'ENLEVEMENTS DES MATERIAUX DECHETS GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER	27
5.5.1	Condition de livraison	27
5.5.2	Approvisionnements.....	28
5.5.3	Stockage.....	28
5.5.4	Zone de stockage et d'entreposage des différents matériels et matériaux	28
5.5.5	Zone de stockage et d'entreposage des produits présentant un risque particulier.	28
5.5.6	Evacuation des gravois.....	29
5.5.7	Conditions d'évacuation des déchets et gravas de produits présentant un risque particulier	29
5.5.8	Gestion Du Trafic.....	29
5.5.9	Protection incendie.....	30
5.6	MESURES PRISE EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE	30
5.7	COACTIVITE COVID 19:.....	30
5.8	RISQUE DE CO-ACTIVITE INTERNE AU CHANTIER:.....	30
5.8.1	Dispositions Prises Pour Interdire Les Travaux Superposés Ou En Co-Activités De Différents Lots	31
5.8.2	zones à risques particuliers:.....	31
5.8.3	Dispositions prises pour prévenir les chutes d'objets.....	31
5.9	MOYENS COMMUNS.....	31
5.9.1	principales dispositions pour le levage des matériaux.....	31
5.10	PROTECTIONS COLLECTIVES AUX RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR - CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATIONS DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION	33
5.10.1	Protections des accès contre les chutes d'objet.	35
5.10.2	Mesure concernant l'utilisation des protections collectives	36
5.10.3	Disposition de sauvegarde applicable en cas de carence	37
5.10.4	Vérification des Appareils de levage.....	37
5.10.5	Choix de mode opératoire et de produits n'entraînant pas de nuisance	38
5.10.6	Emplois de matériels réduisant ces nuisances.....	38
5.11	TRAVAUX SPÉCIFIQUES AMIANTE PLOMB	38
5.11.1	Présence d'amiante	48
5.11.2	Présence de Plomb	50
5.11.3	Éléments radioactifs	51
5.11.4	Matériaux contaminés.....	51

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

5.11.5	Diagnostic avant démolition	52
5.11.6	DRT	52
5.12	INCENDIE	52
5.12.1	Identification de la nature des produits inflammables et des quantités stockées:	52
5.12.2	Dispositions prises pour lutter contre l'incendie :	53
5.12.3	Relation avec les services de secours :	53
5.12.4	Permis de feu.	53
5.12.5	Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de produits chimiques.....	54
5.12.6	Dispositions de nature à prévenir les risques d'utilisation de matériel spécifique.....	54
5.12.7	Spécificité du chantier (liste non exhaustive)	54
5.13	ORGANISATION DES SECOURS.....	54
5.14	CONDITIONS DE TRAVAIL	55
5.14.1	Limitation des manutentions manuelles.....	55
5.15	RENSEIGNEMENT PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION.....	57
5.15.1	RENSEIGNEMENT PRATIQUES.....	57
5.16	ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	57
5.16.1	Obligations d'établissement du PPSPS par les entreprises:.....	57
5.16.2	Rôle et contenu du PPSPS établi par les entreprises:	58
5.16.3	Obligations de diffusion et d'information sur les PPSPS des entreprises:.....	58
5.16.4	Mesures arrêtées par le coordonnateur pour répondre aux obligations relatives aux PPSPS des entreprises:	59
5.17	SOUS-TRAITANT.....	61
5.17.1	obligations de diffusion du PGC des entreprises à leurs sous-traitants:.....	61
5.17.2	Obligations d'établissement d'un PPSP par le sous-traitant:	61
5.18	MESURES COERCITIVES EN VUE D'ASSURER L'APPLICATION DES MESURES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	61
6.	COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT).....	61
7.	ANNEXE 1 : PLAN DE PRÉVENTION.....	61

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
<p>Projet cœur Necker Enfants Malades</p>	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

1. PREAMBULE

1.1 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Ce PGC est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ;

les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ;

les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.


Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes.

Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier

1.2 PREAMBULE – CLASSEMENT DU CHANTIER EN MATIERE D'HYGIENE ET DE SECURITE DES TRAVAILLEURS

Le chantier est classé en niveau 2 dans son ensemble au sens du Décret 94-1159 du 26 Décembre 1994.

De ce classement il découle que les entreprises devront respecter outre leurs obligations découlant directement de la législation relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs sur

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

les chantiers, aux directives relatives à la sécurité collective, à l'hygiène et aux risques particuliers, fournies par le coordonnateur de sécurité désigné par le Maître de l'Ouvrage.

La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil a instauré l'obligation d'une Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé sur les chantiers où plusieurs entreprises sont appelées à intervenir.

La coordination intervient tant dans la phase de conception que dans la phase de réalisation de l'ouvrage. La présence du Coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants.

L'article L.235-6 Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L. 235-2, soit nécessite l'exécution d'un ou plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers fixée par arrêté des ministères chargés du travail et le l'agriculture, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un PGCSPS qui est rédigé dès de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et est tenu à jour pendant toute la durée des travaux. Il s'impose à toutes les entreprises et à leurs sous-traitants.

Le P.G.C.S.P.S. définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier et indique :


- les coordonnées des intervenants et les renseignements d'ordre administratif,
- les mesures d'organisation générale arrêtées par la Maîtrise d'Œuvre en liaison avec le Coordonnateur,
- les mesures de Coordination envisagées et leurs champs d'application,
- les sujétions découlant des interférences intérieures ou à proximité du chantier,
- les mesures de maintien du chantier en bon ordre et en bon état de salubrité, - le plan de secours,
- les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants

En application de la loi énoncée ci avant et du décret n°94-1159 du 26/12/94, chaque entrepreneur et sous-traitant intervenant sur le chantier est tenu d'élaborer un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) et de le diffuser aux organismes mentionnés à l'Article R-238-34.

Tout manquement à cette règle est passible d'une amende en application de l'article L.263.10. Le P.P.S.P.S. doit être établi dans un délai de 30 jours à compter de la réception du marché signé par le Maître d'Ouvrage pour les entreprises et dans un délai de 30 jours à compter de la signature du contrat par l'entrepreneur pour les sous-traitants.

Le contenu du P.P.S.P.S. est précisé en Annexe 1.

D'autre part, en application des mêmes textes, les Entreprises doivent transmettre au Coordonnateur, sur sa demande, tous documents (notices, fiches techniques, plans, documentation...) permettant la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (D.I.U.O) afin de faciliter et d'assurer en sécurité l'entretien et la maintenance de l'ouvrage.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

1.3 PREAMBULE : COVID 19

Le **guide de préconisations** de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 vient d'être **mis à jour sur le site de l'OPPBTP**, après la parution d'une nouvelle version du protocole Covid de l'Etat.

Version 15 du 25/08/21

Le guide intègre les recommandations du Haut Conseil de santé publique et du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, publié par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, version du 29 octobre 2020. Le présent guide est le document de référence pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Alors que le pays est confronté à une seconde vague qui impose à nouveau un confinement général de la population, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics figure parmi les secteurs essentiels pour l'économie dont les activités doivent être maintenues. Ce maintien d'activité est rendu possible grâce à l'application des préconisations de ce guide qui ont fait la preuve de leur efficacité depuis le début de l'épidémie.

Ce document liste les mesures urgentes et spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du bâtiment et travaux publics appelés à travailler en bureaux, ateliers, dépôts ou chantiers et autres lieux, en complément de toute mesure sanitaire édictée par les Pouvoirs Publics, qui ont approuvé ces mesures spécifiques.

Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités du bâtiment et travaux publics. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires.

Seul le respect des mesures préventives permet de limiter les risques d'infection. Prévenir la contagion dans les activités du BTP exige de porter une attention soutenue aux mesures barrières dans les activités de chantier et annexes (bureaux, fournisseurs...).


Ce guide est conforme aux recommandations des ministères du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, des Solidarités et de la Santé, de la Transition écologique, et du Logement.

[file:///C:/Users/G%20C%20E%20C/Downloads/Ouvrage-guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-construction-en-periode-d-epidemie-de-coronavirus-covid-19%20\(3\).pdf](file:///C:/Users/G%20C%20E%20C/Downloads/Ouvrage-guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-construction-en-periode-d-epidemie-de-coronavirus-covid-19%20(3).pdf)

Nous rappelons, en préambule, que l'objectif de ce qui a été indiqué le 16/03/2020 par le Président de la République, est de limiter au maximum la progression du CORONAVIRUS, pour que la vie normale reprenne ses droits au plus vite,

Le PGC concernant le COVID 19 est basé sur les Principes Généraux de Prévention (Article L. 4121-2 du CODE DU TRAVAIL).

Le risque principal est d'être contaminé par le COVID 19,

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
<p>Projet cœur Necker Enfants Malades</p>	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

Le risque est également de contaminer les autres compagnons et sa famille par le COVID 19, En application des principes généraux de prévention, il faut éviter le risque, le risque étant la contamination, il faut donc éviter la mise en contact des compagnons entre eux et d'éviter le contact des compagnons avec ceux qui sont dans les transports en commun pour se rendre au travail ou en rentrer.
Pour éviter le risque, il faut donc respecter les mesures de confinement ou les mesures dites « barrières ».

Le COVID 19 concerne la santé publique. Par conséquent c'est de la responsabilité de chaque entreprise.

A défaut, il faut mettre en place toute les protections collectives et individuelles définies par le responsable de chaque entreprise.

Aussi, tout chantier qui continue ou reprend doit nous être déclaré pour en assurer la coordination SPS et pour justifier de nos déplacements.


Nous informer si le chantier continue, pour que nous puissions maintenir, malgré tout, un service minimum, pour éviter tout sur-risque, le CORONAVIRUS en est un déjà suffisamment important.

Avant de continuer ou de reprendre toute activité, pendant le « confinement et déconfinement» demandé par le gouvernement, les responsables des entreprises devront nous fournir,

Une description précise et adaptée au chantier des mesures qui seront prises, pour permettre aux compagnons de ne pas se transmettre et de ne pas propager ensuite dans leur entourage le CORONAVIRUS –

- Les mesures prises au niveau du transport,
- Des postes de travail,
- De la base vie,
- Des sanitaires et des vestiaires,

Permettant d'éviter tout contact, et de respecter une distance de sécurité de au moins 1 mètre).

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



1.3.1 Autorité et responsabilités :

La suspension de l'activité du chantier, sa reprise ou sa continuation restent du ressort du maître d'ouvrage.

La coordination générale du chantier doit être assurée par le maître d'œuvre.

Le respect des mesures de protection sanitaire contre le COVID 19 (protections individuelles, gel etc...) restent de la Responsabilité du chef d'entreprise.

Il appartient à l'encadrement et au personnel de chantier d'une manière générale, d'intervenir en cas de défaut d'application des gestes barrières.

1.3.2 Pass Sanitaire :


Les salariés du BTP concernés par l'obligation de détenir un pass sanitaire.

Le public et les usagers des lieux et établissements mentionnés dans la loi devront, dès le 9 août 2021, présenter un pass sanitaire pour y accéder.

À compter du 30 août 2021, cette obligation s'appliquera également aux **personnes qui interviendront dans ces établissements** « *lorsque la gravité des risques de contamination en lien avec l'exercice des activités qui y sont pratiquées le justifie, au regard notamment de la densité de population observée ou prévue* ». L'exploitant pourra alors demander aux salariés du BTP intervenant dans son établissement de présenter leur pass sanitaire.

Pour mémoire, un pass sanitaire valide consiste en la présentation de l'un des justificatifs suivants (sous format papier ou numérique via **[l'application TousAnticovid](#)**) :

- statut vaccinal complet concernant la Covid-19 ;
- résultat d'un test négatif RT-PCR ou antigénique de moins de 48 heures ;

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

certificat de rétablissement de la Covid-19 reçu à l'issue du résultat d'un test RT-PCR ou antigénique positif, datant d'au moins onze jours et de moins de six mois.

Pour rappel, le pass sanitaire permet de vérifier :

Le statut vaccinal (sept jours après la deuxième injection pour les vaccins à double injection (Pfizer, Moderna, AstraZeneca) ; quatre semaines après l'injection pour les vaccins avec une seule injection (Johnson & Johnson) ; deux semaines après l'injection pour les vaccins chez les personnes ayant eu un antécédent de Covid (une seule injection).

Ou le résultat d'un **test négatif RT-PCR ou antigénique** de moins de 48 heures – ou un **certificat de rétablissement** de la Covid-19 issu du résultat d'un test RT-PCR ou antigénique positif datant d'au moins onze jours et de moins de six mois.
Le pass sanitaire peut être utilisé soit en format numérique, via la fonctionnalité carnet de l'application TousAntiCovid, soit en format papier en présentant directement les différents documents (test RT-PCR ou attestation de vaccination).

La personne qui lit le pass ne sait pas si la personne détentrice du pass a un schéma complet de vaccination ou si elle a passé les tests mentionnés ci-dessus. Ainsi, **le secret médical** est conservé.

1.3.3 Suspension de tâches, adaptation des méthodes et moyens:

Les adaptations de méthode ou de moyens pour respecter les règles sanitaires contre la transmission du COVID 19 et en particulier l'éloignement de 1m ne doivent pas cependant accroître les risques professionnels auxquels les personnels sont exposés.

2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANTS LE CHANTIER

2.1 PRESENTATION DU PROGRAMME

L'opération concerne en une augmentation des capacités de cardiologie chirurgicale au R+3 et R+4 du bâtiment Laennec intitulé PROJET CŒUR.

Ce projet nécessite une réalisation en plusieurs phases, à savoir :

Phase 1 : bâtiment hamburger


Réhabilitation du 5ème étage en un ensemble de 2 unités d'hospitalisation de pédiatrie de 18 lits

Réhabilitation du 2ème étage en une unité d'hospitalisation de 19 lits de pneumologie/dermatologies

Phase 2 : bâtiment Laennec

Réhabilitation du 4ème étage pour la création d'une unité de réanimation cardiaque de 10 lits et d'un bloc opératoire

Le Pgc sps concerne exclusivement les travaux de désamiantage et curage du R+2 et du R+5 au sein du bâtiment J.HAMBURGER.

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

2.2

INTERVENANTS

Maître d'Ouvrage

Hadi HAROUN Conducteur d'Opérations



Hôpitaux Broca La Collégiale • Cochin
Corentin Celton • HEGP • Hôtel-Dieu
Necker-Enfants malades • Vaugirard

Secrétariat : 01.44.49.41.32 Tel : 01.44.49.41.33 Port : 06.18.59.72.44
Hôpital Necker enfants Malades 149 Rue de Sèvres 75015 Paris

Maître d'Œuvre

Architecte mandataire : A26-AD architectures



165 bis Rue de Vaugirard
75015 PARIS
Tél: 01 43 49 14 00
e-mail: vramette@a26.eu

B.E.T. Fluides/Structure : Projex



30 place Salvador Allende -
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tel: 03 20 47 03 01
e-mail: j.theve@projex.fr

Economiste : Vanguard



Cap Saint-Ouen 5/7 rue Paul Bert
93400 SAINT-OUEN
Tel: 01 80 89 99 80
e-mail: m.drgon@cabinetvanguard.com

Pilote : IPCS



11 rue Stanislas
75006 PARIS
Tel: 01 47 07 06 05
e-mail: ipcscom@orange.fr

COORDONNATEUR S.P.S



124, avenue de Cherbourg – 78740 Vaux sur Seine
☎09.67.24.44.03 - Fax: 01.30.99.44.03
gcec@gcec.eu

2.3

CALENDRIER ET EFFECTIF PREVU

Les travaux seront réalisés en simultanée

R+5 : Curage durée 9 semaines et désamiantage durée 4 semaines


R+2 : curage durée 5 semaines et désamiantage durée 4 semaines

Planning à remettre au présent dossier

Effectifs prévisibles

L'effectif journalier maximum prévisible est de 10 à 12 personnes

Cette opération est prévue réalisée en 1 lot

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p> 
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

Lot 01 –Désamiantage, – Curage,

Sous - traitants

Aucun sous-traitant désigné à ce jour - Nombre d'intervenants : non connu à ce jour, les sous-traitants n'étant pas désigné.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

Plan de l'hôpital

149 rue de Sèvres
75743 Paris cedex 15
Tél. 01 44 49 40 00
www.hopital-necker.aphp.fr

Stationnement

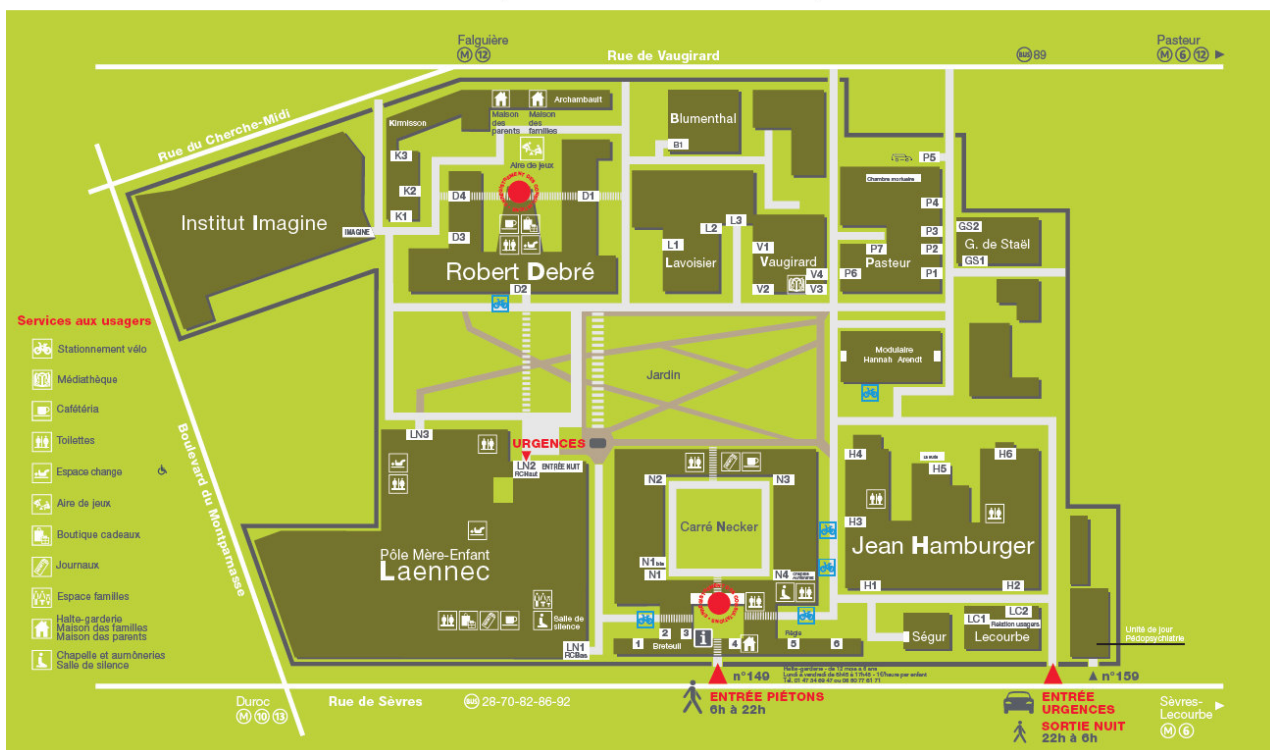
Accès des véhicules
strictement limité
aux ambulances et VSL



Hôpital Necker
Enfants malades
AP-HP
ASSISTANCE
PUBLIQUE HÔPITAUX
DE PARIS

Moyens d'accès


(M) 10 (13) Duroc
 (M) 6 Sèvres-Lecourbe
 (M) 12 Falguière
 (M) 6 (12) Pasteur
 (BUS) 28-70-82
 86-89-92



3.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Le bâtiment est accessible aux véhicules. Les véhicules de livraisons, manutentions des gravois, etc. accéderont au chantier, depuis le 149, rue de Sèvres ou dans la limite de l'emprise autorisée sur la voie publique, voie depuis laquelle seront réalisés les approvisionnements et évacuation des matériaux.

L'accès des ouvriers à l'intérieur du chantier se fera par l'accès sur cette même rue.

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

3.1.1 Bâtiments environnants

Le bâtiment est entouré de constructions existantes. Les entreprises ont pour obligation d'organiser leurs chantiers en tenant compte de l'existence de ces bâtiments occupés, de prévoir les dispositions de livraison permettant de laisser libre les accès à ces bâtiments et de prévoir toutes protections contre les nuisances possibles (poussières, anti-intrusion, etc.), sans qu'il soit nécessaire de les décrire expressément dans le présent PGCSPP. Ces dispositions sont à prendre en charge par chaque entreprise et qui les entretiens jusqu'à la durée jugée nécessaire pour assurer les protections nécessaires.

Les entreprises s'assurent avant toute opération des contraintes de l'environnement et notamment de celles qui pourraient générer un risque ou un obstacle aux installations de chantier (échafaudages, etc.). Toutes les dispositions en découlant sont considérées incluses dans les offres des entreprises concernées.

Toutes les dispositions découlant de ces contraintes devront obligatoirement être reportées, pour avis et accord du maître d'Ouvrage et du coordonnateur sécurité, sur le plan d'installation de chantier.

Toute entreprise devant intervenir sur des réseaux existants devra au préalable obtenir une autorisation écrite de la commune si ce réseau est sous le domaine public et du Maître d'Œuvre si ce réseau est sous le domaine privé.

Pour tous travaux à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les entreprises sont tenues de se renseigner auprès de la mairie et éventuellement auprès de la Direction Départementale de l'Équipement sur l'existence et la localisation de ces ouvrages ou réseaux et d'adresser au moins 10 jours avant le début des travaux une déclaration d'intervention de commencement des travaux (DICT) aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, PTT, etc.) (formulaire de déclaration CERFA n° 90-0189 disponible en mairie).

- Bruits de chantier

L'ensemble des bruits aériens émis lors des travaux devra être inférieur à 80 dB (A), conformément aux articles R 232-8 à R 232-8-7 de l'ancien Code du Travail.

Seul l'emploi d'engins à moteur électrique/thermique insonorisé sera autorisé.


L'emploi de moteur thermique en intérieur est interdit.

- Poussières

Si des travaux devaient générer des dégagements de poussières, une procédure sera établie avant tous démarrages des travaux, cette procédure précisera les moyens d'exécution des travaux et les moyens de protection du personnel travaillant sur le chantier comme ceux protégeant le milieu environnant.

- Survol

Les entreprises sont tenues de faire une demande d'autorisation auprès de l'autorité compétente (mairie en général). Tenir compte : des immeubles existants (distance minimum de 2 mètres à respecter pour les éléments mobiles de l'appareil avec ses accessoires de levage

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

et les charges) des interdictions de survol de charge (tiers, écoles, hôpitaux, voiries, voies ferrées, parking public, etc.).

3.1.2 Risques de contamination aspergillaire

Les travaux majorent considérablement le risque de contamination de l'environnement :

- d'une part par l'intermédiaire de l'air avec, en particulier, la mise en suspension de spores de champignons filamenteux en très grand nombre, notamment par l'intermédiaire des poussières,
- d'autre part par l'eau soit par contamination directe soit par la stagnation de l'eau.

Etant donné le caractère indispensable des travaux et la nécessaire continuité des soins, il est essentiel de renforcer les mesures de prévention.

3.1.2.1 Les principales mesures préventives sont les suivantes

- L'élimination de la poussière :

Réduction de la dispersion de poussière par vaporisation d'eau sur les surfaces (travaux d'extérieur), fermeture des fenêtres (en particulier des services proches des travaux ou sous vent dominant), nettoyage et désinfection des surfaces avec un désinfectant antifongique, mise en place d'écran anti-poussière étanche avec un contrôle de son étanchéité (travaux d'intérieur).

- Le contrôle de la ventilation :

Fermeture du système de ventilation (soufflage et extraction) dans la zone de travaux (coupure globale, obturation des bouches de soufflage et de reprise...), vérification des filtres (changement ou nettoyage), mise en dépression des zones en travaux (travaux d'intérieur) par l'utilisation de systèmes autonomes avec filtration des rejets vers l'extérieur.

- L'élimination des débris et le nettoyage du chantier :


Elimination des débris et nettoyage de la zone de travaux de manière régulière, placement des débris dans des contenants fermés ou recouvrement des contenants d'une bâche humide avant de les transporter en vue de leur élimination.

- La maîtrise de la circulation des hommes et du matériel :

Etablissement et affichage d'un plan de circulation des matériaux, des camions et engins de chantier dans l'hôpital mais également des ouvriers, du personnel soignant et des patients, pour éviter tout croisement des parcours des poussières avec ceux des personnels ou des patients.

- La prévention des risques pour les patients

Identification des patients à haut risque pour les éloigner de la zone de travaux (adaptation des comportements des soignants, ...) ou utilisation d'équipements appropriés permettant de les protéger de la poussière (appareil de protection respiratoire, ...)

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

3.1.3 Servitudes particulières : Consignes de sécurité établies par le chef d'établissement

Le Plan de prévention devra être lu, signé et suivi par les entreprises. Celui -ci indique les règles de sécurité et d'accès à respecter dans le site de l'hôpital Necker-Enfants malades (voir en annexe 1)

Les servitudes particulières sont attachées, d'une part aux règles d'accès communes à celle de l'hôpital **Necker-Enfants malades** (cf. ci-après contrôle des accès) et à la réalisation des travaux dans un bâtiment dont l'activité sera maintenue pendant les travaux.

- la présence de personnels dans l'environnement des travaux et dans le bâtiment lui-même, qui nécessitera une attention particulière aux protections contre la poussière, le bruit et toute nuisance.

Le personnel des entreprises doit se rendre directement par l'itinéraire indiqué depuis la rue jusqu'au cantonnement et jusqu'au chantier. Aucun accès aux bâtiments et équipements n'est permis sans autorisation spécifique.

La présence du public dans le bâtiment en activité rendra impérative le respect des horaires qui seront imposés, ainsi que toutes les règles particulières complémentaires ou en renforcements des règles du présent P.G.C.S.P.S. ou de celles demandées par le Maître d'œuvre dans son CCTP.

En cas de contradiction dans les règles énoncées par les documents de maître d'œuvre avec les règles énoncées par le coordonnateur ou le Maître de l'Ouvrage il sera appliqué la règle de la consigne la plus contraignante sauf dérogation expresse du coordonnateur de sécurité.

3.1.4 chantiers limitrophes ouverts ou prévus:

Le chantier tiendra compte des exigences de sécurité de la présence éventuelle de chantiers simultanés.


3.1.5 Réseaux existants

Toutes les interventions sur les réseaux existants devront faire l'objet d'une programmation en accord avec les services techniques. Les coupures et consignations des réseaux en fonctionnement sont réalisées par les services techniques ; le cas échéant, selon la nature du réseau, des zones desservies et la durée d'intervention, **les coupures pourront être organisées la nuit ou le week-end.**

4. **MESURES SPECIFIQUES CONCERNANT L'ACCES DE CHANTIER**

4.1 **ADAPTATION DES TRAVAUX A LA NATURE DES ACTIVITES**

Aucune tâche exécutée dans le cadre des travaux ne devra générer la moindre gêne à l'activité de l'établissement.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

Les zones de travaux devront être parfaitement indiquées, et indépendantes vis-à-vis des zones en activité.

Les protections adéquates devront être mises en place avant tout démarrage de travaux par l'entreprise. Celles-ci seront vérifiées par le coordonnateur.

Les installations seront vérifiées par le CSPS et MO et MOE avant démarrage des travaux pour accord.

Pendant la période couvrant les travaux, les entreprises seront soumises à un cheminement convenu avec les services techniques, pour les personnels, l'amenée et le repli du matériel, les déchets, afin d'éviter toute contamination des matériels et salles adjacents.

4.2 ACCES AU CHANTIER

4.2.1 Mesures relatives à l'organisation du chantier liées au COVID 19

La coactivité entre les salariés des différentes entreprises doit être supprimée et organisée par le maître d'œuvre avec les entreprises concernées.

L'isolement du chantier par rapport aux établissements tiers ou la voie publique doit être garanti afin d'éliminer les contacts entre les personnels de chantier et les occupants du site.

La mise à disposition et l'utilisation des moyens communs prévus sur le chantier doivent être adaptés afin de tenir compte de l'éventuelle absence des lots impliqués par leur gestion (protections collectives, moyens d'approvisionnement et de levage, fonctionnement de la base vie etc...).

L'entreprise doit adapter son organisation et ses modes opératoires en fonction des gestes barrières obligatoires, ainsi que ses mesures de coopération avec ses partenaires tels que sous traitants, livreurs etc...

L'encadrement des entreprises devra être présent quotidiennement sur le chantier de manière à s'assurer de l'application des consignes adaptées à l'opération.


4.2.2 Voies existantes – accès véhicules

Le bâtiment est accessible aux véhicules de livraisons, manutentions des gravois, etc. depuis le 149, rue de Sèvres sur les places de livraisons publiques.

Les entreprises devront fournir la plaque d'immatriculation de chaque véhicule ainsi que la photocopie de la carte grise pour l'obtention d'une autorisation d'accès sur le site durant la période du chantier

Aucun autre véhicule ne pénètre dans le bâtiment.

- ces accès sont à double sens de circulation, sans limite de poids de charge.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

4.2.3 Stationnement.

Les entreprises et intervenants extérieurs utiliseront les parkings publics dans les conditions de droit public.

Le stationnement interne est toléré uniquement pour le temps de livraison, sur les emplacements réservés aux véhicules entreprises, sans gêner les voies d'urgence et accès POMPIER.

4.2.4 Accès ouvriers

L'accès au bâtiment de **l'hôpital Necker-Enfants malades** est possible par les transports en communs (bus et RATP).

L'accès des ouvriers au site se réalisera conformément au plan annexé ci-dessus.

Dès l'entrée dans le bâtiment, le personnel d'entreprises devra être porteur des badges de reconnaissance définis ci-après.

Le chef d'entreprise devra au préalable remettre aux services techniques de **l'hôpital Necker-Enfants malades** la liste du personnel pressentie accompagnée du n° de sécurité sociale. Le registre du personnel de l'entreprise sur chantier pourra être réclamé à tout instant par le coordonnateur SPS.

L'accès au chantier sera signalé par **panneau et interdit au public et personnel non habilité de l'hôpital Necker-Enfants malades**

4.2.5 Cartes BTP

Depuis le 1er octobre 2017, la Carte BTP est en vigueur sur l'ensemble du territoire.

Les entreprises visées par l'article R.8291-1 du code du travail sont obligatoirement tenues de demander la Carte BTP pour tous les salariés concernés, y compris les intérimaires, les détachés et intérimaires détachés.

Le port obligatoire de la carte d'identification professionnelle s'applique aux salariés effectuant, même à titre occasionnel, accessoire ou secondaire, des travaux dans le secteur du BTP, aux travailleurs intérimaires et aux salariés détachés.

Ne sont en revanche pas visés les architectes, les diagnostiqueurs immobiliers, les métreurs, les coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé, les chauffeurs et livreurs, même si ces salariés travaillent sur un site ou un chantier du BTP.


Quelles sont les entreprises concernées ?

Tout employeur dont les salariés accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, secondaire ou accessoire, des travaux de bâtiment ou de travaux publics, est tenu de demander la Carte BTP pour les salariés concernés.

Les structures d'insertion (associations intermédiaires, entreprises d'insertion) sont concernées par l'obligation, dès lors qu'elles mettent à disposition des salariés sur les chantiers.

Cette obligation s'applique également, pour les mêmes travaux :

- entreprises de travail temporaire établies en France,
- aux employeurs établis à l'étranger et qui détachent des salariés en France,

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

- aux entreprises établies en France ayant recours à des salariés détachés intérimaires.
<https://www.cartebtp.fr/faq/faq/mon-entreprise-est-elle-concernee-par-la-carte-btp.html>

- Quels sont les salariés concernés ?

Les salariés concernés par la Carte BTP sont ceux qui « accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, secondaire ou accessoire, des travaux de bâtiment ou de travaux publics ».

L'obligation s'applique quel que soit le type de statut (salariés, intérimaires, détachés, intérimaires détachés) et des contrats (CDI, CDD, apprentis).
<https://www.cartebtp.fr/faq/faq/quels-sont-les-salaries-concernes-par-la-carte-btp.html>

Pour les salariés détachés concernés, la demande de Carte BTP doit suivre la déclaration de détachement. Lorsqu'il s'agit d'intérimaires détachés, les demandes de cartes sont à effectuer par l'entreprise utilisatrice en France.

Le titulaire de la Carte est tenu de la présenter sans délai à toute demande des agents de contrôle ou à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier.

En cas de manquement aux obligations de déclaration par l'employeur, l'amende administrative prononcée peut atteindre 2 000 euros par salarié, et 4 000 euros en cas de récidive dans un délai d'un an, dans la limite de 500 000 euros.

4.2.6 Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Chaque intervenant a obligation de remettre, au coordonnateur de sécurité la liste nominative du personnel affecté au chantier, ainsi que la photocopie certifiée des cartes d'identité nationale des ouvriers, livreurs, personnel d'encadrement, etc., en un mot de toute personne susceptible d'intervenir sur le chantier, et ce pendant la période de préparation du chantier.

D'autre part chaque entreprise autorise l'accès du coordonnateur au livre de déclaration du personnel ou s'engage à en remettre une photocopie certifiée à sa demande.

Chaque intervenant conserve la responsabilité du personnel mis à disposition du chantier.

Chaque entreprise s'engage par le présent document et son agrément à accepter l'entrée des forces de police ou de secours sur le chantier pour les interventions de secours et d'ordre public.


Ces mesures visent essentiellement à contrôler le flux des nombreuses personnes qui circulent dans l'établissement pour des travaux, et à réduire le vol sur les chantiers, d'outillage et de matériel.

4.2.7 Secours & incendie

Les services de secours et de lutte contre l'incendie accèderont au chantier par le 149, rue de Sèvres.

Ils seront dirigés vers le responsable sécurité de **l'hôpital Necker-Enfants malades**

Cet accès devra être libre à tout instant.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

NOTE IMPORTANTE : il est précisé que le maître d'ouvrage, le responsable de l'établissement et le coordonnateur de sécurité auront tout pouvoir pour faire dégager l'accès au chantier (du pouvoir de commandement aux ouvriers concernés à l'appel aux forces de police, sans que l'entreprise puisse s'y opposer)

4.2.8 Secouriste

Les coordonnées des secouristes de chaque Entreprise susceptibles de travailler dans l'opération devront figurer aux P.P.S.P.S.

Le recollement de ces coordonnées sera effectué par le Coordonnateur SPS et une liste des secouristes présents sera affichée dans le bureau de réunions et réactualisée périodiquement

4.2.9 Fléchage et signalisation

L'Entreprise du lot 1 doit le fléchage et la signalisation du chantier.

Il doit également, les clôtures et portillons de limitation de l'aire de cantonnement, de chantier, de stockage comprenant toute signalisation, transfert de piétons, éclairage, etc. et ce notamment en conformité avec les exigences des services concernés de la Ville de Paris si besoin.

4.2.10 Interdiction de fumer

Décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif

Interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif

« Art. R. 3511-1. - L'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif mentionnée à l'article L. 3511-7 s'applique : « 1° Dans tous les lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou qui constituent des lieux de travail ;

« Art. R. 3511-6. - Dans les lieux mentionnés à l'article R. 3511-1, une signalisation apparente rappelle le principe de l'interdiction de fumer. Un modèle de signalisation accompagné d'un message sanitaire de prévention est déterminé par arrêté du ministre chargé de la santé. « Le même arrêté fixe le modèle de l'avertissement sanitaire à apposer à l'entrée des espaces mentionnés à l'article R. 3511-2.

« Art. R. 3511-7. - Les dispositions de la présente section s'appliquent sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité, notamment celles du titre III du livre II du code du travail.


« Art. R. 3512-2. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe le fait, pour le responsable des lieux où s'applique l'interdiction prévue à l'article R. 3511-1, de : « 1° Ne pas mettre en place la signalisation prévue à l'article R. 3511-6

5. **INSTALLATION DE CHANTIER**

5.1 **COMPTE PRORATA**

Le chantier n'est pas soumis à un compte prorata.

Le **lot 1** en sera le responsable.

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

5.2 CANTONNEMENTS

5.2.1 Dispositions Générales

L'entreprise **du lot 1** devra les installations de cantonnement conformément aux fiches O.P.P.B.T.P. et notamment à la fiche H3.M.02.97,

Le Dimensionnement du cantonnement - Base vie

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier. Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux. Il sera positionné :

en interne - Les locaux existants pourront être utilisés et aménagés, avec l'accord du Responsable du Site, pour les besoins du chantier et éviter la mise en place d'équipements à l'extérieur


en externe – les équipements complèteront éventuellement la base vie intérieure pour le cas de locaux qui ne pourraient être mis à disposition.

Le plan d'installation de chantier sera établi par le lot 1, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage. Ce plan indiquera l'emplacement des différents locaux composant la base vie. Ces locaux devront correspondre aux normes en vigueur et au nombre d'intervenants sur le chantier en particulier pour les vestiaires, réfectoires et sanitaires.

Mesures concernant les locaux communs liées au COVID 19 : vestiaires, sanitaires et réfectoires pour les repas.

Au niveau de la base vie, adapter les locaux de la base vie, diviser par deux la capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations

- Organiser un planning accès des entreprises aux sites afin de limiter les croisements de personnel, les ordres de passage, en décalant les prises de poste,
- Mettre en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage, organisation des circulations intérieures... En raison de l'impossibilité du port du masque lors de la prise du repas, veiller à l'aménagement des espaces de restauration et de pause et/ou à l'organisation de tours de passage pour permettre **le respect d'une distance minimale de 2 m**, et inciter les personnels à la respecter, avec des places en quinconce et 4 personnes maximum par table. Possibilité de s'affranchir de la distance minimale de 2 m en cas d'installations de parois fixes ou amovibles assurant une séparation physique
 - AERER les locaux au moins 3 fois par jour
 - Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires
- Chaque entreprise devra désigner un référent covid – 19 et /ou une personne présente sur le site afin de contrôler et de Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et ou de gel hydroalcoolique sont approvisionnés.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

- Mettre des flacons de gel hydroalcoolique, dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact. Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes.
- Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
- Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuel apportés par chaque compagnon.
- Organiser l'usage des réfectoires par tour afin de limiter le nombre de personnels à un instant de façon à respecter les distances de sécurité.

Au niveau Des sanitaires et des vestiaires,

- Éviter tout contact, et respecter une distance de sécurité de au moins 1 mètre).
- L'accès à toute personne présentant des symptômes doit être refusé.
- Les consignes sanitaires doivent être affichées à l'entrée du chantier et dans les locaux communs.

5.2.2 Boîte A Pharmacie

Une boîte à pharmacie sera mise à la disposition de l'ensemble du personnel de chantier dans le bureau de réunions. Elle devra être facilement accessible et reconnaissable à tout moment. Son contenu figure en annexe du présent P.G.C.S.P.S (annexe 3). Chaque Entreprise (sous-traitant) doit également disposer d'une boîte à pharmacie de premiers secours.

5.2.3 Vestiaires et réfectoire


(article R4228-6 du code du travail - article R4228-22 à R.4228-24 et R4534-142 du code du travail) Sièges en nombre suffisant Armoires individuelles Ininflammables, à doubles compartiments, munies de serrure ou cadenas

L'Entreprise **du lot 1** mettra à disposition des autres entreprises les vestiaires et le réfectoire, sur la base de **10 à 12** personnes minima, à raison d'une surface de 1.25m² par personne, (ce nombre sera précisé et adapté par examen du planning détaillé d'exécution sans interférence sur l'offre financière de l'entreprise).

Les armoires métalliques individuelles ininflammables et les sièges sont livrées et mises en place par chaque entreprise, s'assurant de la fermeture individuelle de chaque armoire.

L'éclairage et le chauffage sont réalisés et entretenus par le maître d'ouvrage ; les frais de mise en place, entretien quotidien chauffage, électricité, équipement et retrait sont assumés par le maître d'ouvrage.

Chaque entreprise installe dans le réfectoire des chauffes gamelles pour ses propres compagnons ainsi que les réfrigérateurs.

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

5.2.4 Sanitaires

(article R4228-10 à R.4228-15 du code du travail)

Dans l'enceinte du cantonnement, les lavabos sont alimentés en EF et E.C.S. et seront équipés de savon et sèche mains. L'Entreprise du lot 1 en assure l'entretien quotidien, la fourniture des consommables et le nettoyage en fin de chantier.

A prévoir :

- lavabos à eau chaude et eau froide réglable pour 10 personnes
- WC et urinoir pour 10 personnes

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises des sanitaires à proximité du chantier. Il devra pour cela le confirmer lors de la réunion préparatoire.

5.2.5 Bureau de Chantier/salle de réunion

Non prévu

5.2.6 W.C. de proximité

Sans objet.

5.2.7 Douches

Non prévu dans la BV

5.2.8 Ateliers

Les aires pour ateliers sont déterminées pendant la phase de préparation. Elles sont implantées en dehors de l'aire de cantonnement. Elles reposent sur une aire bétonnée et elles sont couvertes. Compte tenu de l'exiguïté du chantier, il ne sera pas autorisé d'autre aire d'atelier que celle éventuellement admise pour la fabrication des aciers.


5.2.9 Clôtures

Sont traitées à ce titre les clôtures de chantier en fermeture autour de toutes zones chantier quel qu'elles soient.

La fermeture du chantier est placée sous la responsabilité de chaque entreprise.

Sur ces clôtures seront affichés obligatoirement, en périphérie de la zone chantier, et si nécessaire, des zones externes de stockage, des panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »

Aucune autre emprise sur la voie publique ne sera autorisée.

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
<p>Projet cœur Necker Enfants Malades</p>	<p align="right">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



5.2.9.1 Limite provisoire Extérieure :

Le chantier devra être impérativement clos afin de supprimer toute interférence les chantiers concomitants, le cas échéant et le public.

La clôture générale extérieure du chantier sera posée avant le démarrage de tous travaux, clôture de type « palissade tôle » et « clôture grillagée » tels que décrites au **lot 1**

Elle restera pendant tout le reste du chantier

Les portails devront être fermés tous les soirs (serrure, cadenas).

Dépose en fin de chantier et remise en état éventuel des lieux de mise en place Les éléments de clôture devront être liaisonnés mécaniquement par des pièces d'assemblage.

Il est impératif que celles-ci restent fermées en permanence.

Seul le portail sera ouvert pour les livraisons et entrées des compagnons et refermé à la suite à l'aide d'un cadenas munis d'un code.

La fermeture du chantier est placée sous la responsabilité de chacune des entreprises présentes sur site

5.2.9.2 Limite intérieure de chantier dans le cas de contact avec les zones en activité


Il est impératif d'isoler les zones du chantier, du reste des zones non en chantier et accessibles au personnel et au public.

Toutes traversées de fluides seront obturées pour protection contre les transmissions de poussières et le risque de propagation incendie.

Les clôtures intérieures du chantier seront posées avant démarrage de travaux pour chaque zone.

Ces cloisons seront obligatoirement réalisées sur toute hauteur, parfaitement étanche à l'air de manière à supprimer tous risques de prolifération des poussières. Elles seront également de nature coupe feu suivant demande du maître d'ouvrage.

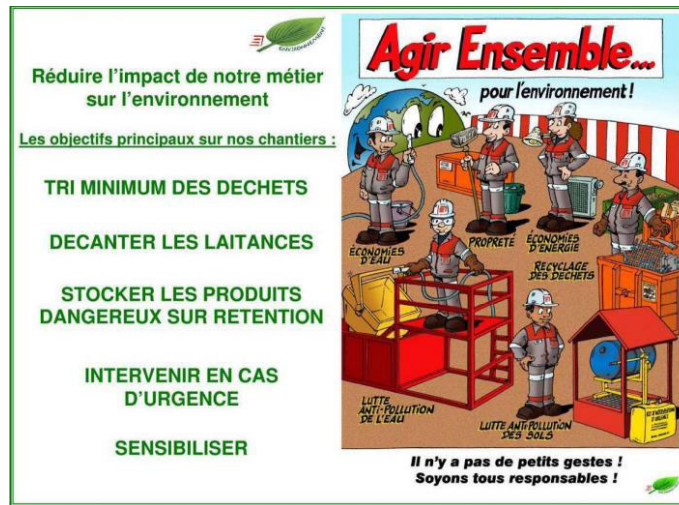
Les dispositions techniques prestations et sujétions nécessaires à l'obtention de ce résultat sont totalement incluses dans l'offre de l'entreprise ainsi que toutes les sujétions de dépose et

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

repose de ces cloisons autant de fois que le nécessitera le chantier et les contraintes de l'hôpital Necker-Enfants malades.

5.2.10 Nettoyage Du Chantier :

Chaque entreprise devra journallement faire le nettoyage et l'évacuation de ses gravois, ordures et matériaux non utilisés du fait de son intervention sur sa zone de travail ainsi que sur les installations de chantier.



5.2.10.1 Nettoyage ponctuel :

Les Entreprises doivent maintenir l'ordre et la propreté des zones qu'ils occupent. Les matériels et équipements seront stockés seulement sur les zones précisées par le Maître d'Œuvre..

Règles générales de nettoyage du chantier applicables à toutes les entreprises :


- Le chantier devra être constamment maintenu en parfait état de propreté.
- Chaque entreprise doit tenir propre ses zones de travail, et doit, en conséquence, procéder au ramassage et à l'évacuation de ses gravats, déchets, emballages, etc..... durant et après chaque intervention, et cela pour chaque jour de travail avec pour objectif d'améliorer les conditions de travail et de limiter les risques de chutes et blessures des personnes.

5.2.10.2 Nettoyage spécifique des tâches particulièrement polluantes.

Afin d'éviter les salissures, les moyens appropriés devront être préalablement mis en œuvre. . En cas d'interventions polluantes de longue durée, la fréquence des nettoyages devra être adaptée au degré de pollution.

Nettoyage des voiries extérieures si nécessaires. Conditions d'évacuation des déchets de produit présentant un risque particulier

L'entreprise utilisant des produits de ce type doit définir dans son PPSPS les mesures d'évacuation qui doivent être conformes à la réglementation.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

Des dispositions plus contraignantes pourront être adoptées pour répondre aux exigences de du maître d'ouvrage ou pour la prise en compte du tri sélectif des décharges.

Les cheminements seront figurés au plan d'installation de chantier.

En cas de carence d'une entreprise pour le nettoyage des zones de travail, le Maître d'Oeuvre fera réaliser ce nettoyage par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Entretien des installations d'intérêt commun :

- Installations communes d'hygiène – sanitaires : nettoyage journalier par entreprise spécialisée.

Entretien des installations propres à chaque entreprise (vestiaires, dépôts/magasin) : nettoyage journalier

De plus, ils doivent effectuer chaque semaine un nettoyage complet des zones d'intervention (**aspiration des sols, pas de balayage**).

Une surveillance particulière sera effectuée par le Maître d'oeuvre et le CSPS

Toutefois, si après une première injonction donnée aux Entreprises concernées, la propreté requise n'était pas obtenue, le Maître d'Oeuvre se substituerait aux Entreprises défaillantes et ferait nettoyer la zone incriminée par une Entreprise spécialisée, les frais correspondants étant répercutés à celles-ci.

D'autre part, si cela devait se reproduire plusieurs fois, et si le niveau de propreté générale était insuffisant, le chef de Chantier prendrait la même décision que précédemment pour l'ensemble des bâtiments. Les frais seraient répercutés au prorata. Cela n'empêcherait nullement chaque Entreprise d'assurer quotidiennement, le rangement de son matériel et outillage ainsi que le nettoyage de sa zone de travail.

5.2.11 Entretien des Abords :

Il sera demandé également à l'entreprise de nettoyer chaque fin de journée, les trottoirs suivant besoin, au pourtour de la zone chantier.

5.3 CIRCULATIONS PIÉTONS/CHANTIER :


5.3.1 Horizontales

Les cheminements piétons seront portés sur les plans d'installation de chantier. Les voies de circulations piétonnes devront être tenues en état de propreté permanente et seront balisées aussi-bien à l'extérieur du bâtiment qu'à l'intérieur.

5.3.2 Verticales

L'entreprise du lot 1 devra mettre en place au plus tôt les protections nécessaires afin de permettre un accès en toute sécurité au bâtiment, suivant le descriptif travaux.

Un nettoyage journalier sera fait aux abords, des trottoirs et un nettoyage approfondi sera réalisé 1 fois par semaine.

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

5.3.3 Zone tampon de stationnement

**Des places de parking seront attribués aux entreprises, en phase préparation.
Les entreprises respecteront tout au long du chantier cette limitation de place, sans créer de gêne pour le public ayant accès au bâtiment pour des consultations**

5.3.4 Conduite à tenir en cas d'accident

Chaque Entrepreneur devra informer son personnel de la conduite à tenir et des mesures à prendre en cas d'accident sur le chantier. Ces mesures seront précisées dans les P.P.S.P.S dont un exemplaire sera remis au personnel d'exécution. Le rappel des principes figure en annexe du P.G.C.S.P.S. (annexe 2). Un tableau informatif portant les numéros de secours sera affiché près du téléphone dès le démarrage des travaux (voir modèle en annexe 4 du présent P.G.C.S.P.S)

5.4 ELECTRICITE DE CHANTIER.

L'Entreprise principale assurera l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis la source EDF située en limite de propriété. Le tableau devra prendre en compte les besoins de l'ensemble du chantier durant tout son déroulement (notamment pour assurer une puissance suffisante pour les travaux de soudure).

Depuis ce tableau, seront alimentées :

- L'installation nécessaire à l'alimentation des locaux du cantonnement,
- L'installation et l'entretien d'éclairage à l'intérieur du chantier,
- L'installation nécessaire aux moyens de levage et autres matériels de l'Entreprise mis en place sous sa responsabilité et à sa charge,
- L'installation électrique nécessaire aux besoins du chantier : sont compris dans cette installation, les coffrets et réseaux de distribution qui devront respecter notamment les prescriptions du Décret du 14 novembre 1988 et de la Norme NF C15100

L'ensemble de l'installation électrique sera contrôlé AVANT LA MISE EN SERVICE puis au moins une fois par an et / ou à chaque modification notoire MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE


La coupure générale du chantier sera clairement signalée.

L'entreprise installera un tableau de chantier équipé de 6 prises de courant et d'une alimentation tri-phasé (cf. fiche OPPBTP) par niveau, suivant besoin.

Les raccordements de fluides seront réalisés sur les installations existantes aux conditions définies par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

Avant toute intervention sur les réseaux électriques existant, l'entreprise devra :

- Vérifier la conformité de l'installation avec les normes en vigueur en ce qui concerne la sécurité des personnes réaliser un raccordement de chantier conforme aux normes en vigueur et s'assurer de la possibilité de fermeture des tableaux, de la possibilité de coupure d'urgence et de la mise en place des différentiels réclamés par la réglementation, indiquer sur les câbles en tension interne à la zone de travaux, et non raccordés au branchement de chantier, la présence de tension.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

Les entreprises doivent utiliser des adaptateurs prolongateurs et coffrets portatifs différentiels selon les prescriptions des documents suivants:

- guide pratique G1 G. O1.84 édité par l'O.P.P.B.T.P.
- mémos pratiques G4 MO1 à MO6 édités par l'O.P.P.B.T.P.
- Fiches de sécurité G.4.F.01.97 et G.4.F.02.89 éditées par l'O.P.P.B.T.P.
- Norme NFC 15-100
- Norme UTBC 60-130

Les entreprises doivent prévoir l'éclairage de leur poste de travail selon les dispositions en vigueur et avec du matériel prescrit par les documents suivants:

- mémo pratique G4 MO1 édité par l'O.P.P.B.T.P.
- décret du 14/11/88, art. 20,
- circulaire DRT 89-2 du 6/2/89,
- Norme NF EN 605 98-2-8 Juin91

Les dépenses d'énergie électrique seront réglées par l'Entreprise de gros œuvre.

Les entreprises doivent fournir dès la notification du marché la puissance électrique dont elles ont besoin

5.4.1 Branchements Provisoires

Les points de raccordement aux réseaux existant (électricité, adduction d'eau, évacuation des eaux pluviales, eaux usées, eaux vannes, téléphone) seront réalisés pour les bâtiments. Les bâtiments seront raccordés sur l'électricité provisoire.

L'eau et l'électricité sont fournis par l'Hopital.

Branchements provisoires de chantier depuis les réseaux mis à disposition par l'Hopital
Electricité, eau, égout, téléphone

Autres


Distribution de puissance

Distribution de l'eau

Nécessité d'une installation électrique séparée pour l'éclairage, la distribution de puissance intérieure et la distribution de puissance extérieure, afin d'assurer une meilleure sécurité, une plus grande souplesse de modification et la non perturbation réciproque des divers intervenants.

5.5 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGES, CONDITIONS D'ENLEVEMENTS DES MATERIAUX DECHETS GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER

5.5.1 Condition de livraison

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p style="text-align: right;">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

Les livraisons seront assurées dans le cadre des jours ouvrables et aux horaires normaux d'intervention du chantier, soit (à préciser par les services techniques). Toutefois, il pourra être imposé des horaires de livraison particuliers pour tenir compte des nuisances possibles et des risques de co-activités avec les malades et le personnel de **l'hôpital Necker-Enfants malades**

Les livraisons se feront dans les conditions imposées par l'hôpital Necker-Enfants malades

Le plan d'installation de chantier comportera les dispositions prises pour la livraison des matériaux et les stockages (de transfert et définitifs).

5.5.2 Approvisionnements

Aucune aire de stockages n'est autorisée à l'intérieur des bâtiments de **l'hôpital Necker-Enfants malades**. En conséquence, les entreprises doivent prévoir la livraison des matériaux en fonction des besoins quotidiens, ou en tout état de cause en quantité permettant de localiser les stockages de travail sur l'aire de chantier, sans créer de gêne aux corps d'état présents et sans être une gêne à l'évacuation du chantier.

Les matériaux à risques particuliers (bouteilles oxygènes, peinture, colles, etc. sont interdits sur le chantier). Ils sont livrés pour chaque intervention et/ou stockés en dehors du bâtiment.

5.5.3 Stockage

Les aires de stockages seront clairement définies en distinguant les aires de stockages pour matériaux à risques, et ceux avant le démarrage du chantier, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur sécurité.

Au niveau des postes de travail il sera nécessaire de :

- Calculer les quantités optimales à stocker
- L'Accès au stockage dégagé et n'entravant pas le poste de travail
- Etablir le stockage de manière à ce que son utilisation ne provoque pas d'efforts inutiles.

La zone de stockage sera à protéger avec des grilles Heras de 2ml de hauteur, si celle-ci se trouve sur la voie publique.

5.5.4 Zone de stockage et d'entreposage des différents matériels et matériaux

La manutention des fournitures devra être immédiate aux différents lieux de travail.


Aucune aire de stockage n'est admise. Les livraisons seront réalisées en fonction des besoins journaliers.

La livraison des matériaux à risques sera distincte.

5.5.5 Zone de stockage et d'entreposage des produits présentant un risque particulier.

Les entreprises utilisant ce type de produit doivent les approvisionner à mesure de leur utilisation journalière.

Chaque entreprise signale, avant toute intervention, l'emploi de matériaux à risques particuliers et la nature du risque (joindre « FDS » Fiche donnée sécurité).

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

Chaque entreprise définie, avant toute intervention, les moyens adaptés au stockage de ces matériaux, en accord avec le coordonnateur.

Le stockage de ce type de déchets, comme tout stockage, n'est pas admis à l'intérieur du bâtiment.

Ces sujétions font parties intégrantes du prix des ouvrages des entreprises.

5.5.6 Evacuation des gravois

Chaque entreprise a à sa charge l'évacuation de ses gravois jusqu'aux bennes prévues à cet effet. Dans le cas où il serait constaté une défection, le coordonnateur fera intervenir sans préavis l'entreprise Principale et suivant une entreprise extérieure pour effectuer le nettoyage au compte de l'entreprise principale.

Les gravois sont évacués aux sacs hermétiquement clos.

Ces sacs seront mis en benne sur laquelle un écran anti-poussière sera disposé.

L'emplacement des bennes a été déterminé en accord avec le maître d'ouvrage suivant le plan joint. La benne sera évacuée dès qu'elle sera pleine. Pour les jours où le remplissage de la benne ne justifiera pas une évacuation, il sera mis en place une bâche hermétique de protection.

En aucun cas l'entreprise ne devra utiliser la benne à gravois de **l'hôpital Necker-Enfants malades**. Dans le cas des déchets lui appartenant seraient malgré tout mis dans la benne de **l'hôpital Necker-Enfants malades**, le coût de la rotation de benne et de la mise en décharge sera déduit du montant des travaux.

5.5.7 Conditions d'évacuation des déchets et gravas de produits présentant un risque particulier

L'entreprise utilisant des produits de ce type doit le définir auprès du coordonnateur avant le démarrage de ses travaux.

L'entreprise utilisant des produits de ce type doit définir dans son PPSPS les mesures d'évacuation qui doivent être conformes à la réglementation.


5.5.8 Gestion Du Trafic

Le responsable des travaux sur site assurera l'organisation du trafic.

- Ce responsable organise les arrivages et les évacuations de matériels et matériaux, afin d'éviter un afflux de véhicules entravant la sécurité du site et les circulations extérieures. Il s'assure de la bonne circulation des véhicules sur le site et signale les anomalies constatées.

- Il contrôle, sur le site, qu'à son arrivée le véhicule est en mesure d'être chargé ou déchargé. Il devra s'assurer qu'il a à sa disposition tous les moyens nécessaires comme :

- moyens de manutentions disponibles
- matériels prêts à être chargés
- zone de stockage libérée
- zone de stationnement disponible pour le véhicule

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

5.5.9 Protection incendie

Protection feu de la zone vie - Protection feu de chantier.

Des extincteurs seront mis en place en nombre suffisant par l'entreprise du **lot 1** et contrôlés périodiquement. Signalisation par plaque fond rouge, lettres blanches : EXTINCTEUR, sous boîtiers de protection aux intempéries. Notice d'utilisation à afficher suivant les différents types de feux pouvant survenir, soit mise en place d'éléments mixtes un sur deux.

5.6 **MESURES PRISE EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE**


5.7 **COACTIVITE COVID 19:**

Au cas où le chantier continuerait avec plusieurs entreprises, alors ce serait un risque qui pourrait s'apparenter à la co-activité, par conséquent, il conviendra avant la reprise de se concerter entre LES ENTREPRISES, AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE, LE MAITRE D'OEUVRE ET AVEC LE COORDONNATEUR SPS pour définir les mesures générales.

Ces mesures générales devront définir, qui sera en charge du respect par toutes les entreprises des mesures de sécurité pour lutter contre la transmission du COVID 19.

5.8 **RISQUE DE CO-ACTIVITE INTERNE AU CHANTIER:**

- Le chantier sera clos et rendu indépendant des activités environnantes notamment entre voie de circulation et zone de stockage et installation de chantier.
- Aucun dépôt ou stockage ne sera toléré en dehors des zones affectées à cet effet (zone de stockage, de travaux) sauf cas exceptionnels dûment notifiés et démarqués. Le secteur étant urbain et fréquenté, la sortie sur le domaine public se fera avec toutes les précautions d'usage.
- La circulation et le trafic des véhicules du publics sont prioritaires sur ceux du chantier.
- Un des risques principaux est lié au trafic de l'établissement restant en activité ; le trafic et l'exploitation de l'établissement reste prioritaires par rapport aux contraintes du chantier. Il est impératif de respecter la signalétique et fléchage qui seront mis en place.
- Les servitudes sont les contraintes générées par le fonctionnement de l'établissement en exploitation.
- La mise en place d'échafaudages implique des protections particulières si des usagers étrangers au chantier devaient passer en dessous.
- En cas de passage piéton le long d'un échafaudage, un filet de protection sera mis en place sur toute la surface de l'édifice.
- Les servitudes sont les contraintes générées par le fonctionnement et les consignes de sécurité de l'établissement (C'EST LE CHANTIER QUI DOIT S'ADAPTER).
- Néanmoins à charge du Maître d'Ouvrage dans le cadre de la continuité d'exploitation de son établissement : de tenir informer et de faire respecter les contraintes du chantier par les occupants, ses fournisseurs et autres visiteurs extérieurs ; de mettre en place le fléchage, la

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

signalisation, les sens de cheminement etc... adaptés au phasage travaux, pour ses besoins de fonctionnement.

- Travaux en zone occupée : à charge de l'entreprise extérieure concernée d'informer préalablement l'entreprise utilisatrice des lieux d'intervention et de prendre toutes les dispositions sécuritaires dont balisage zone de travaux, de circulation, neutralisation zone concernée, autorisation particulière, etc. (l'emploi des termes « entreprise extérieure et entreprise utilisatrice » est emprunté au décret n°92.158 du 20.02.92 relatif aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure).

- Laisser libre d'accès et d'utilisation les sorties et passages de secours.

- accès pompier et secours.

- accès livraisons.

- accès piétons

Pour ces derniers, le contrôle d'accès mis en place doit moduler les livraisons en raison du planning fourni et de la place disponible.

- Les entreprises désignées devront tenir compte des contraintes de circulation des exploitants ainsi que de l'accès pour véhicules de soins d'urgence et de secours (le trafic de ces véhicules est prioritaire par rapport à ceux du chantier).

5.8.1 Dispositions Prises Pour Interdire Les Travaux Superposés Ou En Co-Activités De Différents Lots

Le calendrier d'exécution détaillé sera établi de telle façon à exclure les travaux superposés tant pour les tâches d'un même lot que pour des lots différents.

5.8.2 zones à risques particuliers:

Dans ces zones, le port du casque est obligatoire, le stationnement interdit, l'entretien régulier, l'éclairage et la signalisation maintenue en permanence.

5.8.3 Dispositions prises pour prévenir les chutes d'objets

Aménagement de périmètre de sécurité au sol avec un balisage par grillage ou chaînette bicolore sur potelets de 1,00m avec panneau de signalisation interdisant l'accès à la zone balisée par les lots concernés.

Mise en place d'auvent de protection, de console, de filet.

Gestion des manutentions.

Stabilisation des ouvrages en cours de mise en œuvre ou de dépose.


5.9 MOYENS COMMUNS

5.9.1 principales dispositions pour le levage des matériaux

Il est prévu la mise en place de sapines de levage collectif.

Chaque entreprise définit dans son PPSPS les moyens de manutention et de levage qu'elle envisage en fonction de ses besoins.

Par ailleurs, chaque entreprise installant sur le site un dispositif de levage

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

fournira au coordonnateur de sécurité tous les renseignements définissant l'appareil de levage, à savoir :

nomenclature et caractéristiques,

- adaptation au service envisagé,
- consignes particulières d'utilisation,
- nom des personnes ou organisme compétents pour procéder aux vérifications initiales et périodiques des appareils de levage.

Interférence des appareils de levage :

L'implantation et les caractéristiques des appareils de levage feront l'objet d'un plan d'installation soumis au Maître d'OEuvre et au Coordonnateur SPS.

Interférence des appareils de levage et des lignes électriques :

Avant toute installation d'un engin de levage, l'entreprise réalisera un repérage des lignes électriques existant aux abords de l'aire d'évolution de l'engin.

Modes opératoires des levages : avis de levage avant chaque intervention

En complément aux informations fournies dans le PPSPS, les Entreprises devront établir des modes opératoires pour la manutention des équipements importants (taille ou poids) et pour les manutentions fréquentes (tuyauteries, gaines, etc...).

Ces modes opératoires devront comporter au minimum :


- Les gabarits et poids des colis à transporter.
- Les moyens utilisés pour l'introduction dans les bâtiments et l'acheminement jusqu'aux lieux de montage (types et charges normales des ponts, monorails, tracteurs, remorques, treuils, etc...).
- Le parcours utilisé, la charge maxi du convoi (charges au sol).
- Les charges appliquées sur les murs ou plafonds pour ponts, monorails ou treuils.
- Le type d'emballage.
- Les solutions de reprise des charges aux sorties des trémies.
-

Ces modes opératoires seront soumis à validation du Maître d'Oeuvre avant le début des travaux

L'introduction et la manutention de certains équipements sont soumis à des trajets, des modes opératoires et des phasages précis

Moyens de manutention et outillage :

Tous les moyens de manutention et outillages nécessaires pour l'acheminement et la mise en place des équipements sont à la charge de l'Entreprise et compris dans son marché.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

Chaque entreprise reste responsable de la manutention des matériaux et de leurs arrimages. Elle devra également remettre au coordonnateur SPS avant toute intervention la certification de contrôle par un organisme agréé datant de moins d'un an.

La manutention ou le levage mécanique sera toujours préféré à la manutention ou le levage manuel. Dans cette hypothèse, le coordonnateur S.P.S. pourra imposer l'emploi d'un engin de levage collectif et de manutention, après examen et harmonisation des PPSPS. Dans ce cas les frais en seront portés au compte prorata des entreprises utilisatrices.

Sous-traitance des manutentions

La sous-traitance des manutentions importantes est autorisée et même conseillée.

L'entreprise indiquera les mesures prises pour satisfaire à cette obligation.

En cas de mise en service de plusieurs grues à tour, les survols flèche / contre flèche sont interdits et des systèmes de gestion des sectorisations seront installés. Le survol de grue mobile en service par une flèche de grue à tour est interdit.


Dans tous les cas, l'entreprise doit fournir un mode opératoire de levage comportant :

- Le descriptif des charges à lever (dimensions, masse) ou du ou des cas enveloppes.
- Type et implantation moyens de levage (abaques...).
- Descriptif lignes de levage (capacité, géométrie, élingage...).

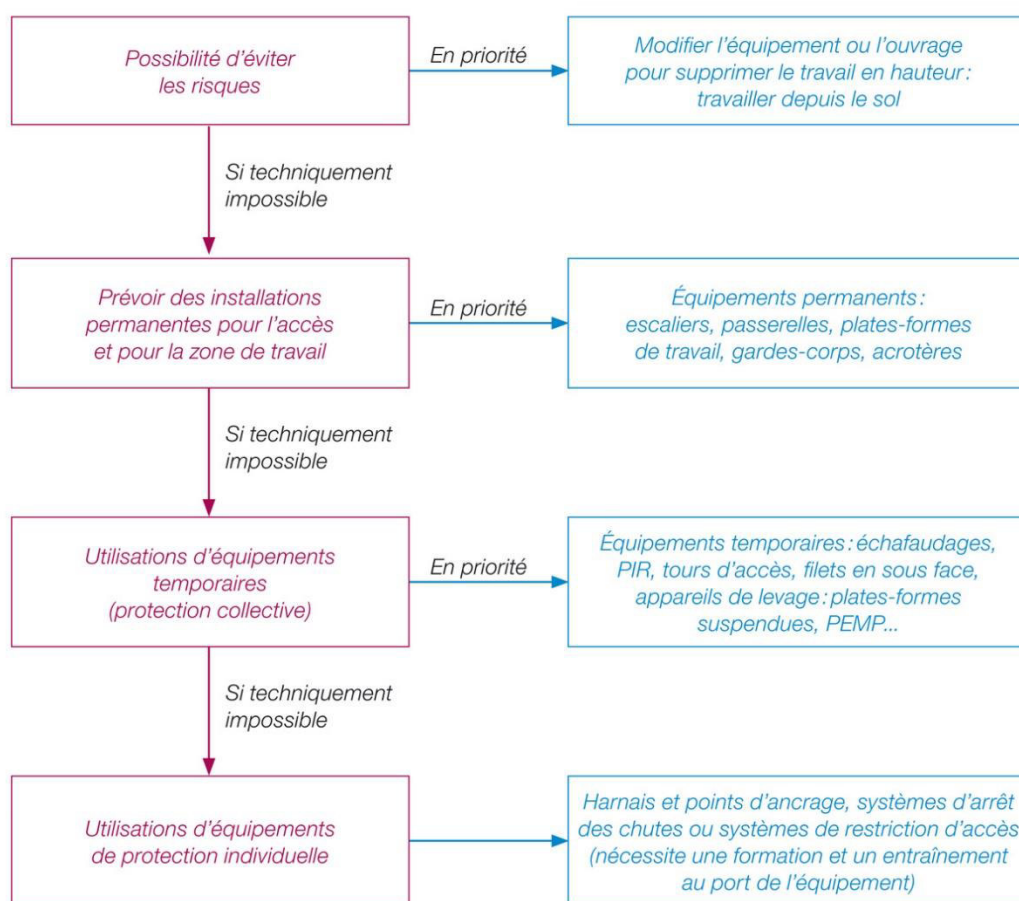
Il n'y a pas de moyen de levage mis à disposition des entreprises.

En préalable à la mise en place de grue mobile, à charge de l'entreprise de s'assurer de la qualité des sols avant d'effectuer les manutentions.

5.10 PROTECTIONS COLLECTIVES AUX RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR - CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATIONS DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	


Protection contre la chute de hauteur. Logigramme de choix



En règle générale les protections collectives sur un point géographique du chantier donné sont mises en place par la première entreprise qui génère un phénomène dangereux par son intervention. Elle en assure l'entretien, la surveillance jusqu'à la disparition du dit phénomène. Elle est chargée en outre, sauf spécification contraire des sujétions de démontage et du repliement.

La conception des protections collectives doit permettre les interventions des autres entreprises en toute sécurité et est soumise à l'avis du coordonnateur après définition dans le plan particulier de sécurité, les sujétions de la règle ci-dessus sont prévues dans le prix forfaitaire des ouvrages à charge de l'entreprise.

Protections au vide sur terrasses inaccessibles

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

Les entreprises étant amené à circuler pour les besoins de leurs travaux sur les terrasses inaccessibles, non sécurisées, devront IMPERATIVEMENT, prévoir un moyen de protection avant toute intervention, sur le périmètre entier de la zone et ainsi empêcher la chute accidentelle.

Le Logigramme ci-dessus rappelle les priorités

Il se peut que pour les accès en terrasses, l'entreprise devra prévoir la mise en place de gardes de corps autoportant.

Protections des trémies de toutes dimensions

Petites trémies (gaines)

Par panneaux (bois ou métal) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et mise en place de façon à ce qu'aucune manœuvre involontaire ne puisse nuire son efficacité (clouage ou pose en feuillure).

Grandes trémies .

Des douilles seront incorporées à la périphérie de la trémie avant coulage. Leur positionnement devra tenir compte de l'ouvrage définitif à réaliser pour que la protection provisoire puisse rester en place pendant son exécution.

Procédure de dépose momentanée

Les déposes de protections collectives doivent être évitées en règle générale.

Pour des besoins particuliers, l'Entreprise qui dépose, mettra en place ses propres protections, et assurera en fin de tâche, la repose de la protection initiale.

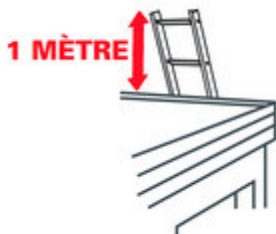
Toute dépose doit faire l'objet préalablement d'une déclaration auprès de l'Entreprise responsable.


Dans tous les cas, l'Entreprise devant déposer une protection collective devra prévenir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée et mettre en place le balisage nécessaire.

L'absence de protection collective pour une tâche déterminée amènera au déclenchement de protections individuelles (harnais).

5.10.1 Protections des accès contre les chutes d'objet.

Au droit des lieux de manutentions verticales des matériaux et approvisionnement, et au droit de chaque accès au bâtiment, il sera mis en place, au-dessus des accès de livraison ou autres, une plate-forme de protection par platelage bois hermétique.



	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

5.10.2 Mesure concernant l'utilisation des protections collectives

L'utilisation des protections collectives mises à disposition par l'entreprise responsable est gratuite pour les autres.

Les périodes de mises à disposition sont fixées par le calendrier enveloppe.

En cas de retard des travaux, la date de démontage du matériel et des protections collectives sera repoussée selon le besoin.

En cas de retard qui ne serait pas du fait du retard d'une entreprise l'imputation des frais d'immobilisation est faite après recours auprès du maître de l'Ouvrage selon sa décision.

L'utilisation des protections collectives par toutes les entreprises est obligatoire sauf dérogation préalable du coordonnateur.

Rappel de la responsabilité de chaque entreprise en cas d'intervention de ses salariés sur un emplacement insuffisamment protégé.

Art. L. 230-2 – **nouveaux textes**

Code du travail - art. L4121-1 (VD)

Code du travail - art. L4121-2 (VD)

Code du travail - art. L4121-3 (VD)

Code du travail - art. L4121-4 (VD)

Code du travail - art. L4121-5 (VD)

Code du travail - art. L4522-1 (VD)


Code du travail - art. L4612-9 (VD)

“I. Le chef d'établissement prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires. Ces mesures comprennent les actions de préventions des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Il veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

“Sans préjudice des autres dispositions du présent code, lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs doivent coopérer à la mise en œuvre des dispositions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la santé selon des conditions et des modalités définies par décret en Conseil d'Etat“.

II - Le chef d'établissement met en œuvre les mesures prévues en I ci-dessus sur la base des principes généraux de prévention suivants:

- a) éviter les risques
- b) évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- c) combattre les risques à la source,
- d) adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, ainsi que le choix des équipements de travail et de méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- e) tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- f) remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

h) prendre des mesures de protection collective en leur donnant priorité sur les mesures de protection individuelle,

i) donner les instructions appropriées aux travailleurs.

III - Sans préjudice des autres dispositions du présent code, le chef d'établissement doit, compte tenu de la nature des activités de l'établissement:

a) évaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, y compris dans le choix des procédés de fabrication, des équipements de travail, des substances ou préparation chimiques, dans l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail ou des installations et dans la définition des postes de travail; à la suite de cette évaluation et en réalisant en autant que de besoin les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production mises en place par l'employeur doivent garantir un meilleur niveau de protection de la sécurité et de la santé des travailleurs et être intégré dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous niveaux de l'encadrement,

b) lorsqu'il confie des tâches à un travailleur, prendre en considération les capacités de l'intéressé à mettre en œuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé“.

Art. 230-4 “Les dispositions de l'art. L 230-3 n'affectent pas le principe de la responsabilité des employeurs ou du chef d'établissement“.

Art 230-5 “Le Directeur Départemental du Travail sur le rapport de l'inspecteur du Travail constatant une situation dangereuse résultant du non respect des dispositions de l'art. 230-2, peut mettre en demeure les chefs d'établissements de prendre toutes les mesures utiles pour y remédier.

Cette mise en demeure est faite par écrit, datée et signée et fixe un délai d'exécution tenant compte des difficultés de réalisation. Si à l'expiration de ce délai l'inspecteur du travail constate que la situation dangereuse n'a pas cessé, il peut dresser procès-verbal au chef d'établissement qui est alors puni d'une peine de police“.

5.10.3 Disposition de sauvegarde applicable en cas de carence


Toute entreprise qui a la charge de l'entretien d'une protection collective et qui faillit à son obligation risque, après mise en demeure du coordonnateur, l'application d'une pénalité assimilée à une pénalité de retard équivalente à celle prévue dans le CCAP pour l'exécution des ouvrages.

En cas de prolongation des faits, ou sur décision du coordonnateur de sécurité, et sans nouvelle mise en demeure du coordonnateur, l'entretien est réalisé par une autre entreprise au frais de celle qui a failli à sa charge.

Tout manquement à la sécurité collective et présentant un risque de danger aggravé peut autoriser le coordonnateur soit à faire arrêter le chantier sur l'heure, soit à faire réaliser les travaux, sur simple constat du manquement, par une entreprise présente ou de son choix, pour combler le manquement et ce au frais de l'entreprise qui a failli.

5.10.4 Vérification des Appareils de levage

Chaque entreprise est responsable de la mise en place et du fonctionnement de ses appareils. Ces appareils seront sous sa propre responsabilité. Elle devra tenir à disposition les livrets d'entretien et rapports de vérification éventuels. Il est rappelé les règles de sécurité suivantes :

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

- les appareils doivent être choisis en fonction des charges à élever.
- ils doivent répondre à la réglementation en vigueur (marquage CE, attestation de conformité, désignation du type, charge maximale d'utilisation, tableau de charges).
Ils doivent être vérifiés avant la mise en service.
La vérification doit être consignée le registre des appareils de levage.
- les monte-matériaux doivent répondre aux normes NF E 52 601 (règles de construction), NF E 52 602 (montage, utilisation et entretien), NF E 52 605 (règles de sécurité pour la construction et l'installation des monte-matériaux de chantier catégorie III).
Ils doivent être montés sur un terrain résistant, de niveau accessible facilement, hors des lignes aériennes sous tension.
Ils doivent être équipés en particulier de stabilisateurs, de toit de protection pour l'utilisateur, d'un dispositif parachute.
La zone balayée par la charge devra être balisée, l'accès aux personnes sera interdit pendant les manœuvres.
- les treuils peuvent être également utilisés en respectant les consignes de sécurité déjà énoncées ci-dessus.
- En plus il conviendra de prévoir un étaieement des dalles si nécessaire, de vérifier l'état des câbles et des fixations et de confier la manœuvre à une personne de plus de 18 ans ayant reçu une formation de mise en œuvre du treuil.

5.10.5 Choix de mode opératoire et de produits n'entraînant pas de nuisance

Les entreprises doivent prévoir dans leurs prix des modes opératoires et des produits n'entraînant pas de nuisance. Ceux-ci peuvent être imposés sans supplément de prix lors des choix de matériaux pendant la période de préparation ou de mise au point des échantillons.

5.10.6 Emplois de matériels réduisant ces nuisances


Les entreprises doivent prévoir dans leur prix l'utilisation de matériel dont les performances apportent le maximum de protection aux nuisances et la meilleure prévention des risques professionnels.

5.11 TRAVAUX SPÉCIFIQUES AMIANTE PLOMB



Amiante : DAAT

Obligations et textes

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

- la législation applicable (décret N°2012-639 du 4 mai 2012 et les arrêtés notamment du 7 mars 2013 par rapport aux EPI et du 8 avril 2013 par rapports MPC).
- l'obligation de résultat pour le chef d'entreprise concernant la santé de ses employés. (Code du Travail).
- la nécessité éventuelle de réaliser des repérages supplémentaires.
- la marche à suivre en cas de découverte fortuite de MCA.
- aucune co-activité simultanée permise pendant le traitement des MCA, que ce soit en SS3 ou SS4.

Le Diagnostique Amiante avant Travaux (D.A.T.) regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante, doit être fournis au dossier.

- Décret N° 2006-761 du 30 Juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail
- Arrêté du 22 Février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante, présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux
- Arrêté du 22 Février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant les travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- Décret N° 2012-639 du 4 Mai 2012 modifie la réglementation au 1^{er} juillet 2012 / le décret précise, conformément aux articles L 4111-6 et L4412-1 du code du travail,


- 1) Pré rapport établis par la société QUALITAT Expertises en date du 11/03/21 référence du rapport n° 36618-1
Batiment Hamburger R+5R+6 toiture terrasse

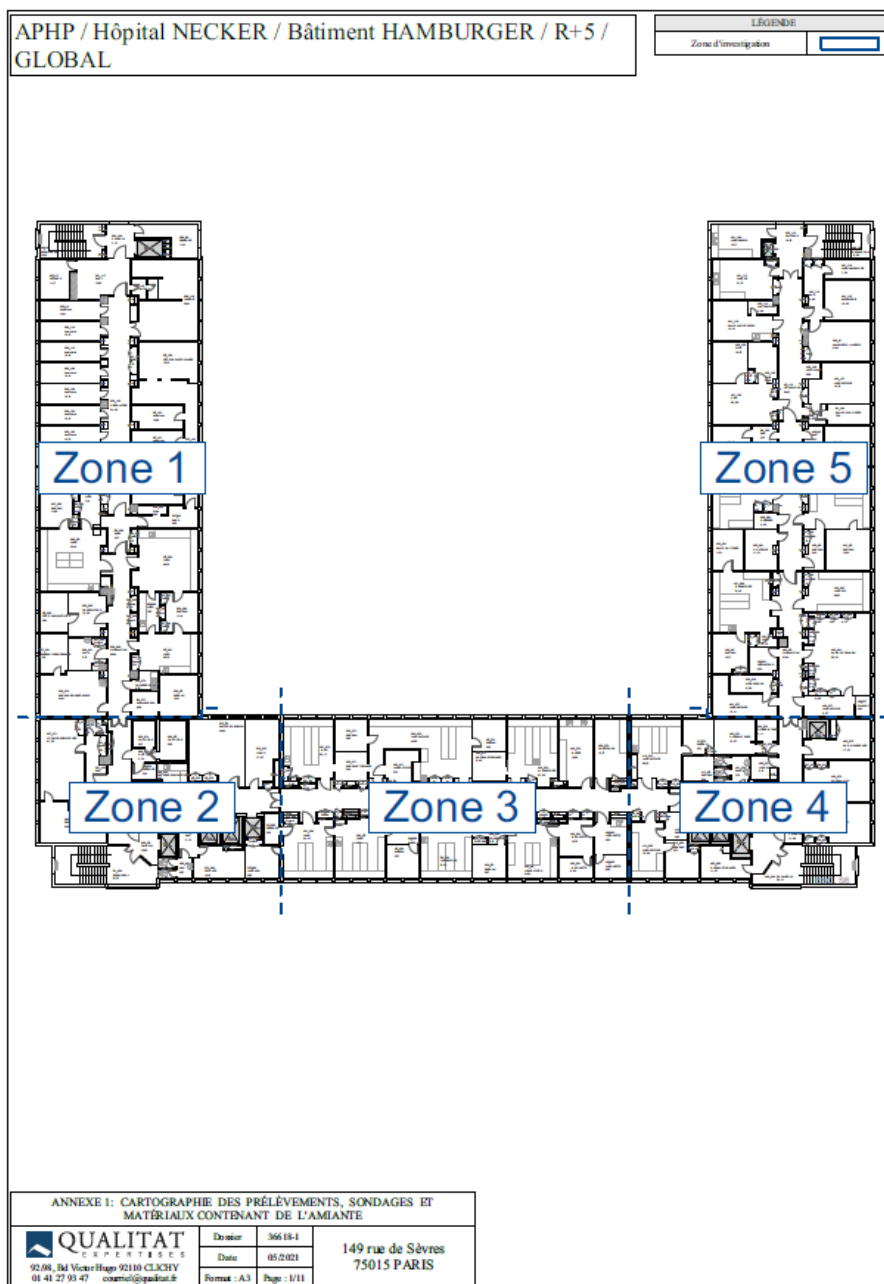
A. Conclusions

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission, le Donneur d'Ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.

Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

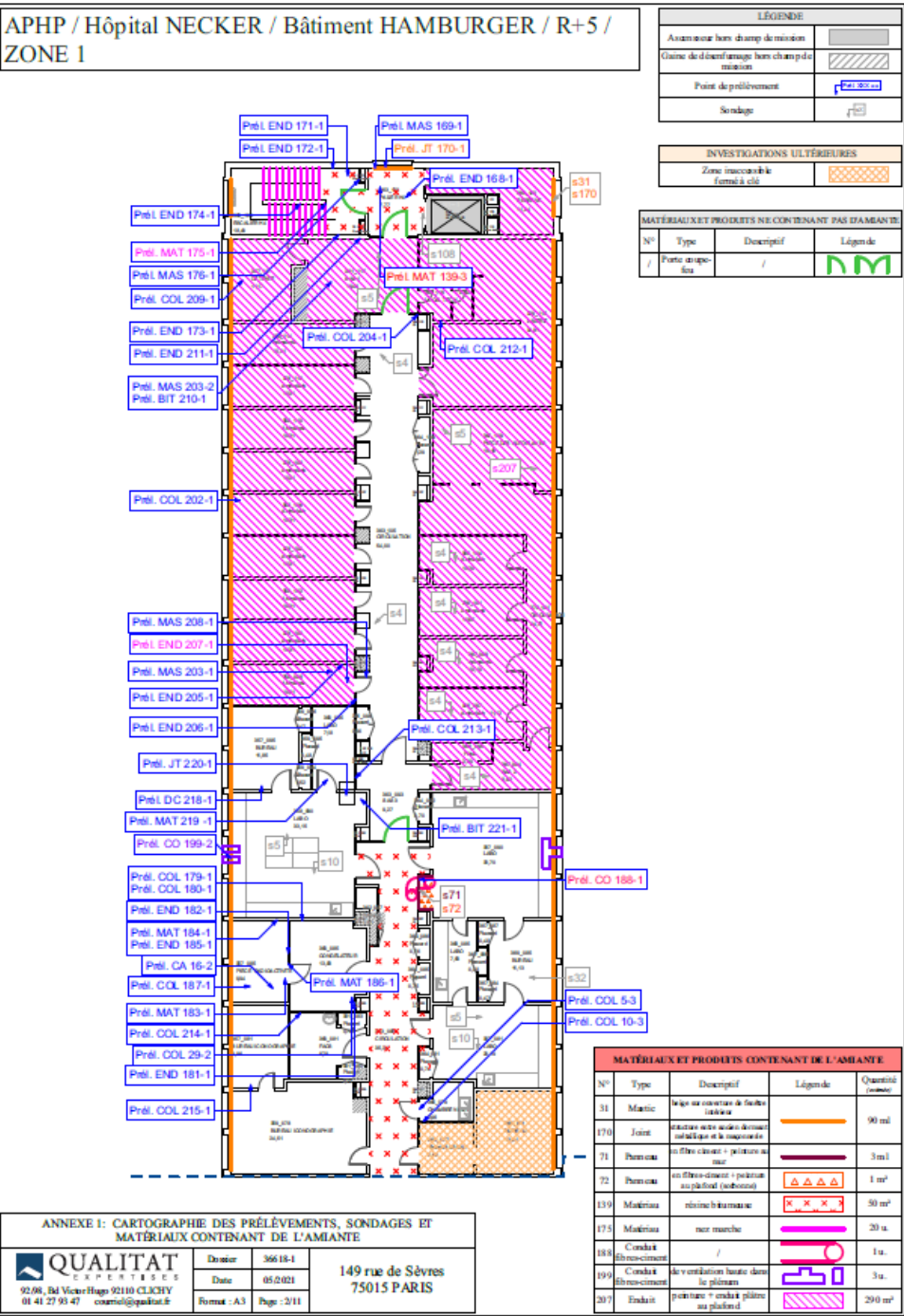


AP-HP Paris Centre
Université
Hôpital Necker-Enfants
malades



Projet cœur Necker Enfants Malades

Plan Général de Coordination Sécurité
Santé
PGC 2/09/21

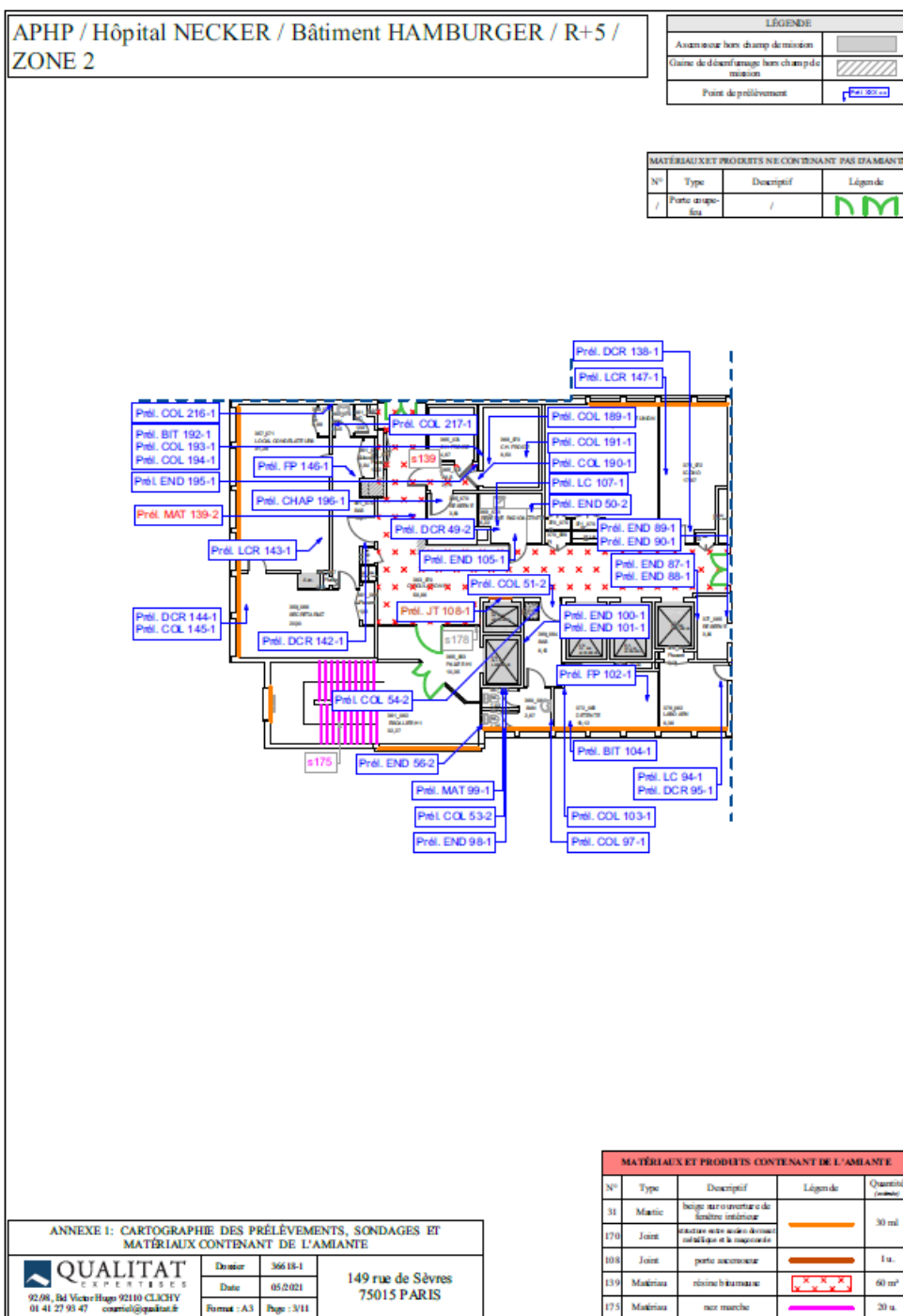


**AP-HP Paris Centre
Université
Hôpital Necker-Enfants
malades**



Projet cœur Necker Enfants Malades

**Plan Général de Coordination Sécurité
Santé
PGC 2/09/21**

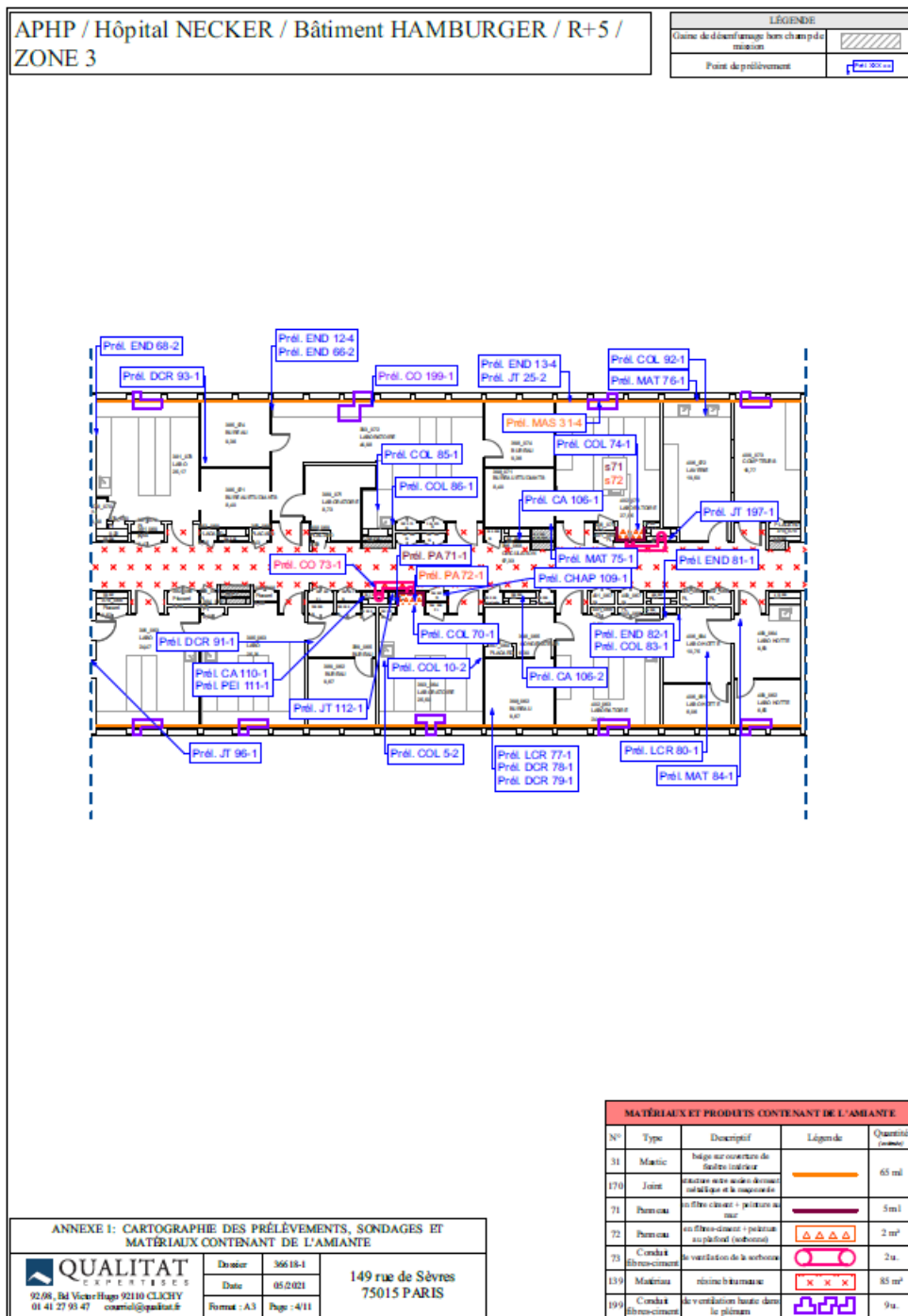


**AP-HP Paris Centre
Université
Hôpital Necker-Enfants
malades**



Projet cœur Necker Enfants Malades

Plan Général de Coordination Sécurité
Santé
PGC 2/09/21

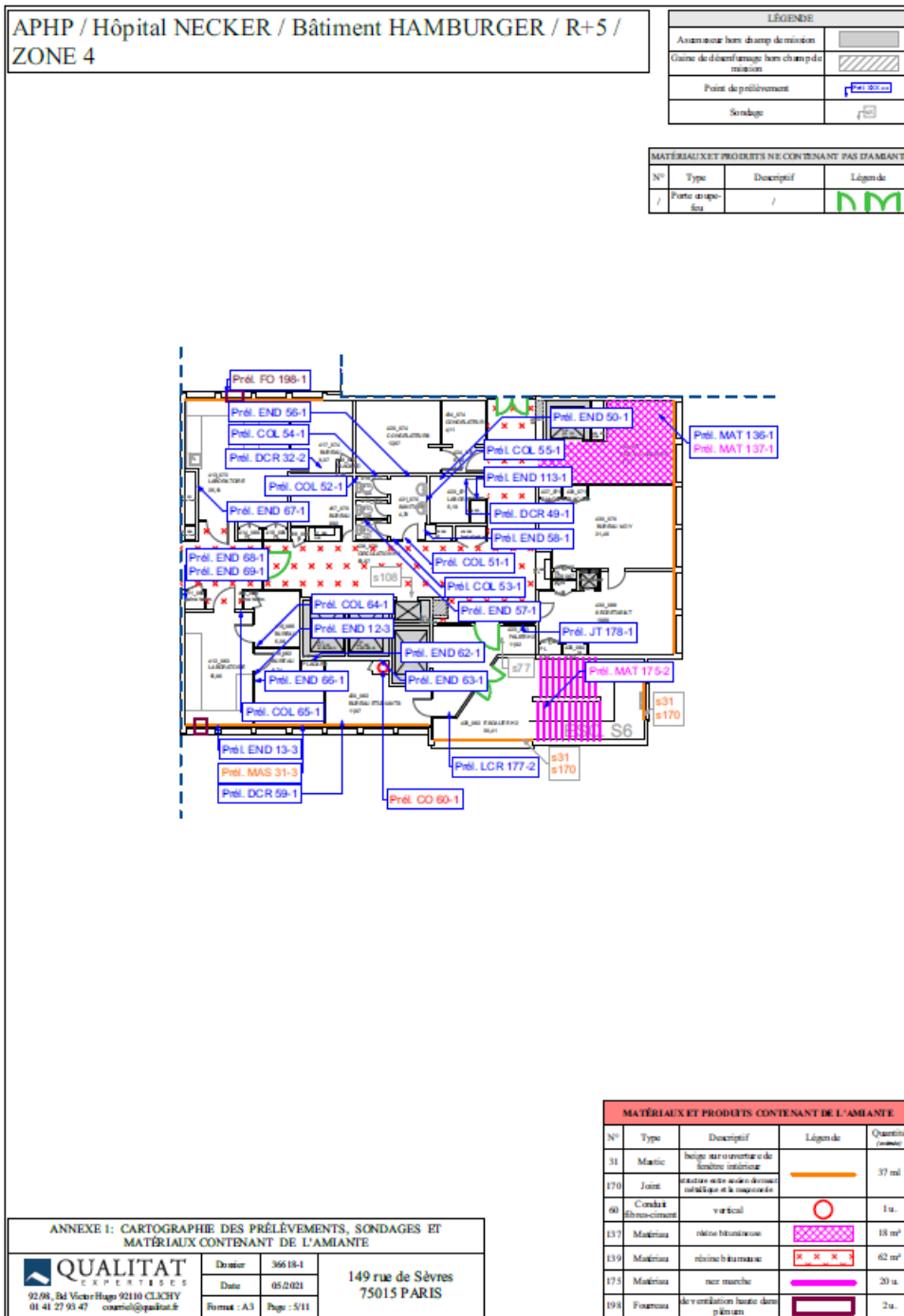


**AP-HP Paris Centre
Université
Hôpital Necker-Enfants
malades**



Projet cœur Necker Enfants Malades

**Plan Général de Coordination Sécurité
Santé
PGC 2/09/21**

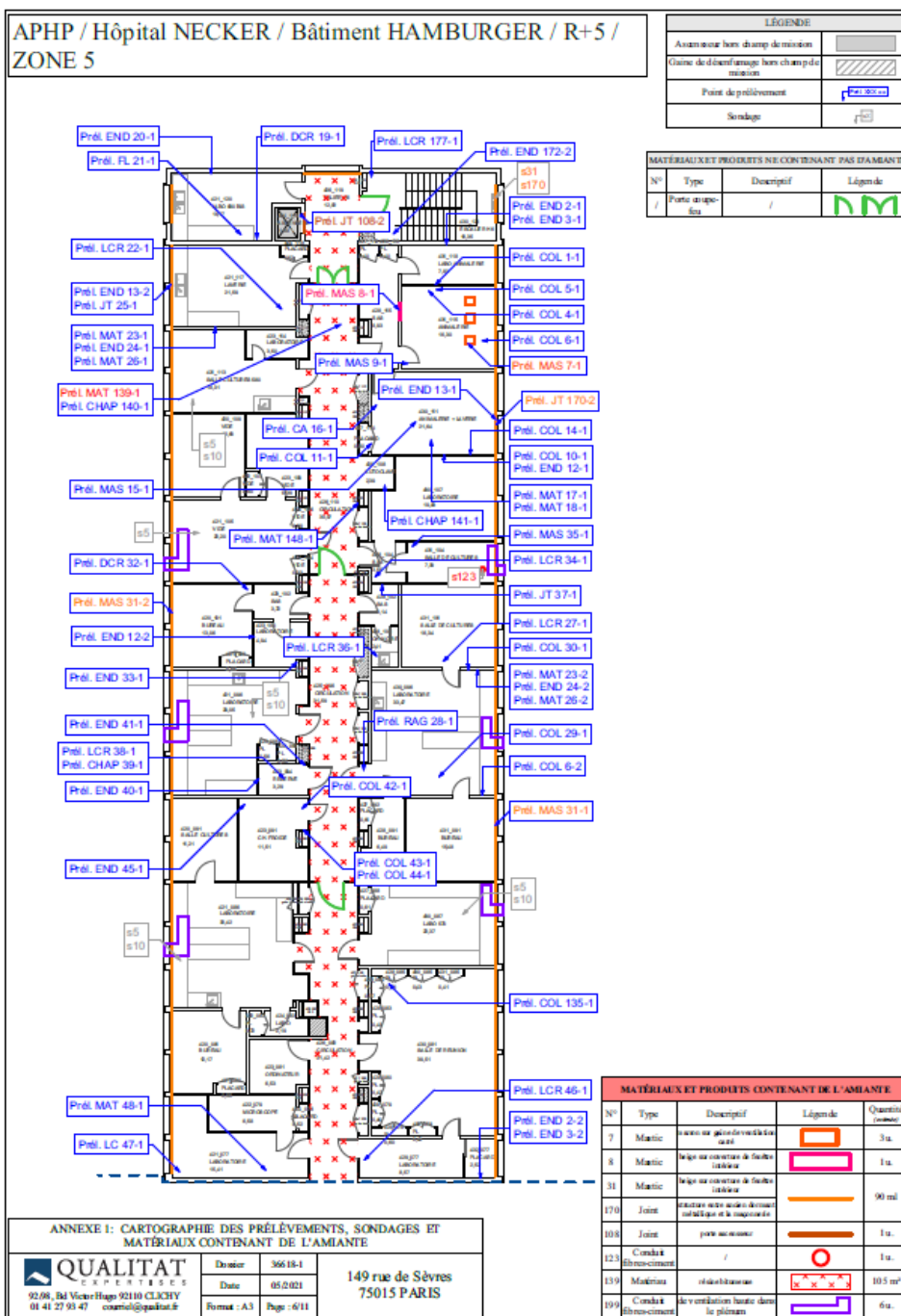


**AP-HP Paris Centre
Université
Hôpital Necker-Enfants
malades**




Projet cœur Necker Enfants Malades

Plan Général de Coordination Sécurité
Santé
PGC 2/09/21



- 2) Pré rapport établis par la société QUALITAT Expertises en date du 19/05/21 référence du rapport n° 37823-1
Batiment Hamburger R+2

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

A. Conclusions

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission, le Donneur d'Ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en oeuvre des moyens d'accès spécifiques.

Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

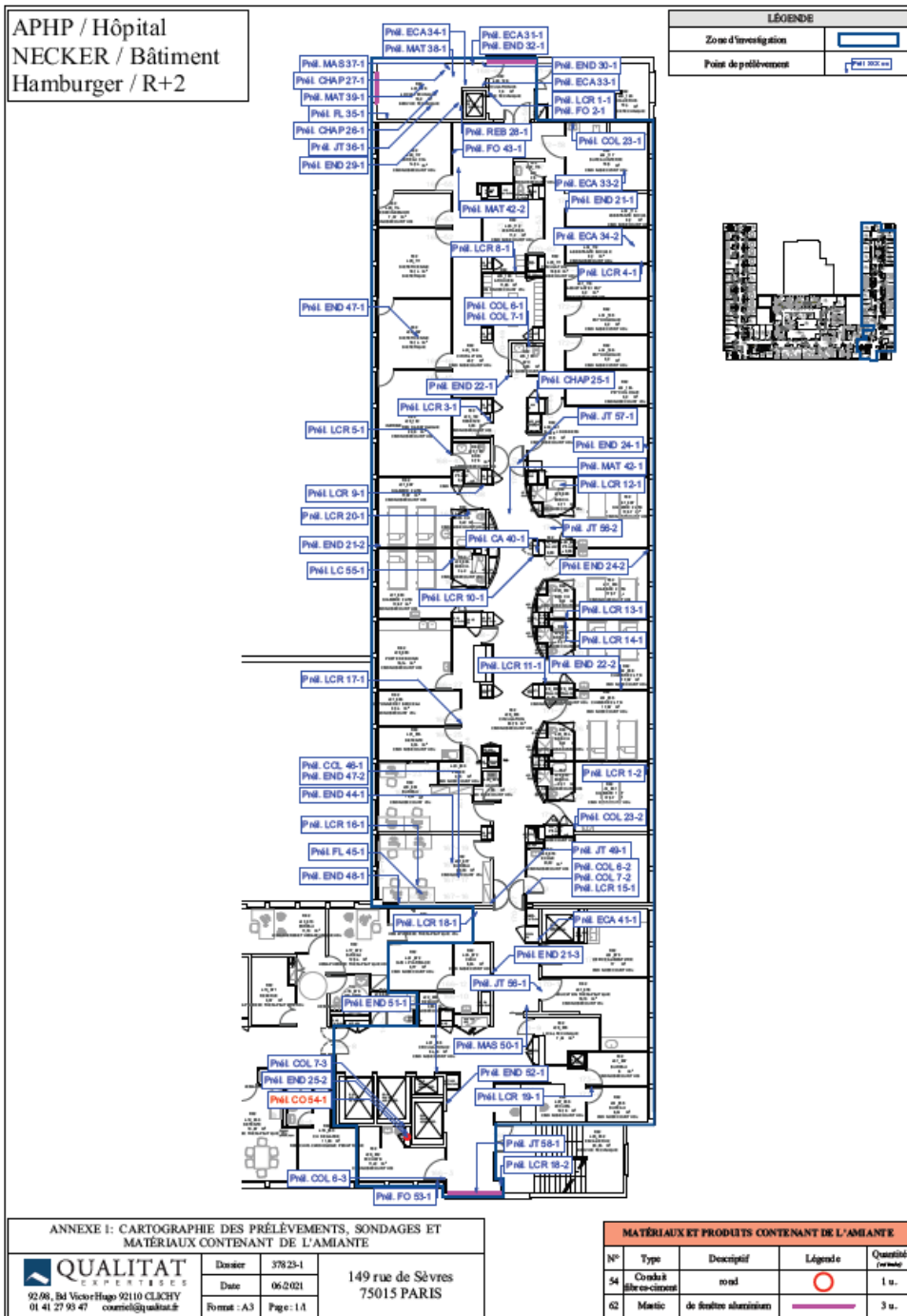
Avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant


**AP-HP Paris Centre
Université
Hôpital Necker-Enfants
malades**



Projet cœur Necker Enfants Malades

Plan Général de Coordination Sécurité
Santé
PGC 2/09/21



	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

5.11.1 Présence d'amiante

Le DIAGNOSTIC AMIANTE « avant travaux » est disponible au présent dossier. Le Maître d'Ouvrage a fait procéder au diagnostic de présence de matériaux contenant de l'amiante.

Voir Préambule du présent PGC.

La présence d'amiante étant avérée, il appartiendra à l'entreprise chargée des démolitions d'opérer conformément à la réglementation pour ce qui concerne l'enlèvement des dits matériaux (Plan de Retrait, Mode opératoire, Bordereau de Suivi des déchets,)

L'entreprise doit être qualifiée pour intervenir sur l'amiante et les salariés exposés au risque amiante doivent avoir suivi une formation spécifique.

Travaux relevant de la sous-section 3 :

Il s'agit de travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante ou de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris en cas de démolition.

EXEMPLES : retrait de flocage amianté / retrait complet de dalles vinyles-amiante / dépose totale de toiture amiantée (qu'il s'agisse de plaques ondulées, ardoises...) / retrait de faux-plafonds / encapsulage (ragréage sur des colles amiantées) / dans le cadre de terrains amiantifères (retrait par excavation, terrassement, forage ou encapsulage par recouvrement) etc.

Travaux relevant de la sous-section 4:


Il s'agit d'interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Les dispositions applicables aux travaux relevant de la sous-section 4 concernent notamment :

- des opérations de retrait à caractère limité dans le temps et dans l'espace (dépose de quelques ardoises ou plaques amiante-ciment, changement de quelques dalles de sol...)
- des réparations (terme qui recouvre les notions d'entretien courant, pour prévenir d'une dégradation ou une usure, de réparation pour faire disparaître des dégâts)
- des actions de maintenance corrective sans prévisibilité

EXEMPLES : travaux d'entretien des locaux floqués (passage de câbles, entretien des chaudières, entretien des réseaux de climatisation, plomberie..) / travaux d'entretien et de rénovation dans les locaux comportant des matériaux contenant de l'amiante (préparation des supports, ponçage, perçage...) / opération de découpage et d'usinage de plaque de plafonds suspendus ignifugés en amiante ou contenant de l'amiante, en vue de passer une gaine / intervention d'entretien sur des rubans, tresses, bourrelets, ou cordons contenant de l'amiante (nettoyage de fours) / démontage ou usinage de quelques joints (sans notion de répétition des travaux) / remplacement de filtres contenant de l'amiante / travaux d'entretien sur des canalisations, gaines (conduits de fumée, vide-ordures, conduits de ventilation) et clapets coupe-feu en amiante-ciment / dans le cadre de terrains amiantifères : plantation de poteaux ou autres, ouverture d'une tranchée pour raccordement, etc / découpage, sciage d'un enrobé amianté pour accéder à un réseau enterré / etc.

Retrait de l'Amiante en place :

L'entreprise adjudicataire du lot correspondant devra établir un plan de retrait (sous-section 3) ou mode opératoire (sous-section 4) de l'amiante, si présence, et le soumettre aux organismes officiels de prévention.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

Dans le cas d'un Plan de Retrait, les organismes officiels ont 1 mois pour se prononcer et pendant ce délai aucune intervention susceptible d'exposer au risque Amiante ne peut débiter.

- Articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique sur la lutte contre la présence d'amiante
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail

Dépose d'amiante (respect du CCTP du Maître d'œuvre désamiantage).

L'entrepreneur du présent lot présentera son phasage d'intervention lors de la dépose des éléments amiantifères (cinématique à mettre en évidence).

En complément :

Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux et démolitions

- Arrêtés du 2 janvier 2002 définissant les conditions de repérage de l'amiante avant démolition

Retrait des matériaux contenant de l'amiante conforme :

- au décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relative à la recherche et de l'identification des matériaux contenant de l'amiante.
- à l'Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante
- à l'Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'Amiante
- à l'Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'Amiante
- aux Décrets n° 2012 -639 du 4 Mai 2012 et n° 2013-594 du 5 juillet 2013, relatifs aux risques d'exposition à l'Amiante.
- aux instructions et/ou circulaires préfectorales de la CARSAT, DDASS, OPPBTP, Direction du Travail (DIRECCTE)
- aux guides tels que celui de l'INRS sur les travaux de retrait de l'amiante (ED 6091 de 2012)


Pour information : site INRS : www.inrs.fr site Gouvernement : www.travailler-mieux.gouv.fr

Il appartient à l'entreprise titulaire du présent lot d'établir son plan de retrait en relation avec les organismes de sécurité. Les locaux devront avoir été vidés de tout le matériel entreposé gênant l'évolution du désamiantage (Intervention suivant phasage spécifique).

L'entrepreneur du présent lot devra s'assurer que tous les réseaux sont neutralisés avant tout commencement de travaux (arrête du 14 mai 1996).

L'entrepreneur doit mettre en place toutes les mesures réglementaires qui lui permettent d'assurer la sécurité et la protection de la santé de ses ouvriers, ainsi que les salariés d'autres entreprises pouvant se trouver dans des locaux mitoyens.

L'Arrêté du 23/02/2012 oblige l'entreprise à la Formation Travailleur Amiante.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

Toute zone de travail devra être neutralisée et balisée avec une signalisation qui interdira efficacement l'accès à toute personne étrangère aux travaux.

Pour le cas de hauteur sous plafond importante, il sera utilisé un échafaudage de pied complet.

Avant restitution des locaux et enlèvement du dispositif de confinement (total ou partiel), il sera procédé :

- à un examen visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées;
- au nettoyage approfondi de ladite zone par aspiration avec équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité;
- à la fixation de filtres résiduels sur parties traitées.

A ce titre, l'entreprise mandataire définira dans son PPSPS son programme de mesures relatif au retrait de l'amiante (initial, pendant les travaux, libération et final) suivant une procédure à définir.

Enfin, l'entreprise précisera dans son PPSPS, la zone de stockage des matériaux amiantes, la palettisation prévue et le cheminement jusqu'à la benne d'évacuation (évacuation des déchets stockés dans bigs bags vers décharge classe 1 ou 2 avant démarrage d'autres phases).

OBLIGATION : l'entreprise agréée devra fournir les B.S.D.A. (bordereau de suivi des déchets d'amiante)

N.B.:

- la mise à disposition des locaux pour les autres lots ne pourra intervenir dès que la zone sera réputée saine et décontaminée.
- mesures libératoires et de restitution $C < 5$ fibres/L), suivant mesures d'empoussièrement META.
- le recours à travailleur temporaire (CDD), jeunes de moins de 15 ans ou intérimaire est strictement interdit.


5.11.2 Présence de Plomb

Le Maître d'Ouvrage a fait procéder au diagnostic de « présence de Plomb »
: Voir Préambule du présent PGC.

Contexte réglementaire

La prévention des risques liés au plomb s'intègre dans le dispositif plus général de prévention du risque chimique. Les règles de prévention du risque chimique concernent toutes les activités exposant à des agents chimiques et, pour certaines dispositions, aux CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) pouvant présenter un risque pour la santé et la sécurité des salariés ; du fait de leur utilisation ou de leur présence sur le lieu de travail, du fait de l'existence d'une valeur limite d'exposition (le Code du travail prévoit une valeur limite pour le plomb métallique et ses composés).

Les dispositions du Code du travail fixent des dispositions spécifiques au plomb concernant notamment l'interdiction de l'emploi du plomb dans les travaux de peinture, la mise à disposition de vestiaires, de douches, le stockage et l'entretien des vêtements contaminés, le

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p style="text-align: right;">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

respect de règles d'hygiène et enfin les modalités de la surveillance médicale spéciale à mettre en œuvre.

→ **Repérage et Retrait des revêtements et des matériaux contenant du plomb**

Il n'existe pas d'obligation légale spécifique de diagnostic de la présence de plomb dans les peintures avant travaux mais des leviers réglementaires existent qui imposent l'évaluation et la prévention du risque d'exposition au plomb :

- La loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 relatif aux principes généraux de prévention,
- Le décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention du risque chimique.
- Articles R1334-1 à R1334-13 du code de la santé publique sur la lutte contre la présence de plomb

On se référera utilement au guide de l'INRS :

- Guides ED 899 de 2003 et 909 de 2004 sur la « prévention du risque plomb
- Aide mémoire de mars 2006, référence TJ23, sur la « prévention du risque chimique sur les lieux de travail »

Néanmoins, il existe une réglementation relative à la protection des travailleurs exposés au plomb métallique et à ses composés et une note technique pour les interventions sur les peintures contenant du plomb de la CRAMIF.

- 1) rapport Repérage des Revêtements et matériaux contenant du plomb avant travaux établis par la société QUALITAT Expertises en date du 19/04/21 référence du rapport n° 36618-1

Batiment Hamburger R+5R+6 Terrasse E06 S1 Local Technique Terrasses E06S1 S5
Présence de Plomb dans certains locaux

- 2) rapport Repérage des Revêtements et matériaux contenant du plomb avant travaux établis par la société QUALITAT Expertises en date du 24/05/21 référence du rapport n° 37823-1


Batiment Hamburger R+2
Présence de Plomb dans certains locaux

5.11.3 Éléments radioactifs

Il n'a pas fait état par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre de présence d'éléments radioactifs sur la ou les zones de travaux concernées.

5.11.4 Matériaux contaminés

Il n'a pas fait état par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre de présence de matériaux contaminés sur la ou les zones de travaux concernées.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

5.11.5 Diagnostic avant démolition

Depuis le 1er juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition et/ou déconstruction est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.

5.11.6 DRT

Avant la réalisation d'un projet, le Maître d'Ouvrage doit effectuer une demande de renseignement auprès des organismes et concessionnaires Décret N° 91- 1147 du 14-10 - 1991, afin d'obtenir les emplacements de réseaux existants.

les renseignements obtenus seront communiqués aux entreprises et cette formalité ne dispense pas les intervenants d'effectuer leur DICT (une déclaration aux administrations concessionnaires concernées).

Les numéros de demande seront transmis aux entreprises Si la déclaration d'intention de commencement de travaux n'est pas effectuée dans le délai de six mois à compter de la demande de renseignements, cette dernière doit être renouvelé.

5.12 INCENDIE

5.12.1 Identification de la nature des produits inflammables et des quantités stockées:

L'ensemble des entreprises doit remettre, lors de la période de préparation, la nature des produits inflammables et les quantités qu'elles comptent utiliser au coordonnateur.

Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre:

La réserve de bouteille est située à au moins 10 m de tout stockage de matériaux inflammable. Une consigne établie par l'entreprise contient les mesures pour prévenir et éteindre les incendies occasionnés en particulier par l'utilisation de gaz matériaux inflammable et chalumeaux. Cette consigne est commentée, remise au personnel et affichée sur les lieux de travail.


Aucun stockage de bouteille vide ou pleines ne devra être supérieur à:

- 200 M3 pour l'acétylène dissous
- 2500 Kg pour le propane ou le butane liquéfié en bouteille.

Aucun stockage des bouteilles mêmes vides:

- en plein soleil
- à proximité d'une flamme ou d'un foyer
- dans une atmosphère corrosive ou dans un endroit où elles risquent de recevoir des projections corrosives.
- en présence de bouteilles contenant des gaz différents, des matériaux inflammables, de chiffons gras.
- de bouteilles vides avec bouteilles pleines
- de bouteilles vides avec robinets vissés

Les bouteilles seront obligatoirement sur diable porte-bouteilles.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

Les stockages de solvants et de peintures sont admis sous réserve d'être effectués dans des containers. Les emplacements sont arrêtés au moment de la période de préparation, le stockage sur le poste de travail est limité au besoin d'une demi-journée. Les appareils de peinture à haute pression sont vérifiés par une personne compétente dans ce domaine et nommément désignée avant toute mise en service sur le chantier.

5.12.2 Dispositions prises pour lutter contre l'incendie :

Toutes les interventions en point chaud ou poussiéreux devront être réalisées après obtention d'un permis feu (obtention auprès du PCSI). De plus lors de la réalisation de ces travaux chaque entreprise devra prévoir la mise en place d'un extincteur à eau et un extincteur à CO2. Les extincteurs devront restés au plus près de l'équipe intervenante. Les entreprises utilisant des produits inflammables doivent mettre à disposition chacune un extincteur à poudre BC pour les feux à gaz ou un extincteur à eau pulvérisée pour les feux de produit inflammables. Ces extincteurs seraient situés à plus de 3,00 m du stockage.

Dans les cantonnements (vestiaires, réfectoire, etc.); mettre à disposition les extincteurs conforme à la réglementation.

Dans les ateliers prévoir 1 extincteur à eau et 1 extincteur à poudre par atelier.

5.12.3 Relation avec les services de secours :

Les Entreprises doivent prévoir au moins 1 fois par trimestre une visite des services de secours avec exposé sur les dispositions de lutte contre un incendie sur chantier.

5.12.4 Permis de feu.

Toutes les entreprises utilisant des postes à soudures ou des outils tels que meules, ponceuses, etc. devront être munies d'un permis de feu.

Les permis de feu devront être réclamés auprès des services sécurité Incendie de l'hôpital Necker-Enfants malades chaque jour, le matin avant démarrage des travaux au service technique.


Ils devront être obligatoirement journaliers, pour chaque poste de travail et pour chaque chantier, par entreprise.

Ils devront indiquer la nature de l'intervention prévue.

La non détention d'un permis de feu pourra entraîner l'arrêt immédiat de l'intervention, celle-ci étant de fait considéré comme intervention à risque important.

Tous les postes objet de permis de feu devront être munis de moyens d'extinction de l'incendie adapté au risque. Les extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification par les organismes agréés depuis moins de 6 mois.
Il ne sera pas admis d'extincteurs à poudre.

Particularité : néant

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

5.12.5 Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de produits chimiques.

Généralités :

Lors de la période de préparation les entreprises utilisant de tels produits doivent communiquer au coordonnateur:

- la liste des produits utilisés,
- les fiches de données de sécurité,
- les règles de stockage,
- les règles de ventilation du poste de travail,
- l'installation électrique adaptée aux risques.

Spécificités du chantier (liste non exhaustive)

- Produit d'étanchéité
- Isolant de murs et cloisons
- Peintures
- Colles
- Résines

5.12.6 Dispositions de nature à prévenir les risques d'utilisation de matériel spécifique

Généralités

Les entreprises doivent communiquer, pendant la période de préparation ou dans leurs PPSPS, au coordonnateur de sécurité, les règles de mises en fonction et de contrôles des matériels utilisés.

5.12.7 Spécificité du chantier (liste non exhaustive)

A définir dans le PPSPS le matériel utilisé permettant de limiter le travail manuel et d'assurer la sécurité aux risques spécifiques.

5.13 **ORGANISATION DES SECOURS**

L'accès du chantier doit rester libre à chaque instant pour l'accès des véhicules de secours.

Un recensement sera fait des secouristes sur chantier et la liste portée en salle de réunions dès que possible.

Un téléphone sera à disposition des ouvriers pour permettre l'appel des secours sans délai.

La liste des intervenants et notamment des secours sera laissée dans la salle de réunion

L'entreprise définira les différents types d'appareillages électriques et outils portatifs ainsi que leur protection individuelle.


L'entreprise définira la procédure de manutention et le moyen de transport utilisé.

Types de soudures réalisées.

Protection des bouteilles de gaz.

Réserver l'utilisation des échelles et escabeaux aux locaux exigus

Chaque entreprise conformément à la réglementation devra dans ses équipes de travail disposer de salariés, sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail d'une trousse de premier secours. La liste des secours et urgence se trouve en page du présent P.G.C. devra être affichée à proximité du téléphone

5.14 CONDITIONS DE TRAVAIL

5.14.1 Limitation des manutentions manuelles.

5.14.1.1 Définition:

Au sens de la réglementation, on considère comme manutention manuelle

« Toute opération de transport ou de soutien d'une charge dont le levage, la pose, la poussée, la traction, le port ou le déplacement exigent l'effort physique d'un ou plusieurs salariés et présentent des risques, notamment dorso-lombaires, pour les travailleurs, en raison des caractéristiques de la charge ou des conditions ergonomiques défavorables »

Les risques liés à la manutention touchent tous les aspects du travail dans le B.T.P.

Lorsque cette manutention est l'activité principale du travailleur, on en mesure plus facilement le coût (main d'œuvre, matériel) que lorsqu'il s'agit de manutentions cachées, c'est-à-dire dont on ne tient pas compte, car elles sont occasionnelles et/ou improvisées.

Cependant, les manutentions cachées ont des conséquences visibles: accidents dorso-lombaires, mauvaise utilisation du personnel qualifié, des machines, mauvaises conditions de travail et de sécurité, baisse de productivité.

5.14.1.2 Principes:

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01.01.93, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges (55Kg), mais oriente les principes de prévention liées à la manutention manuelle, à savoir:

- 1) on doit prioritairement éviter le recours à la manutention manuelle
- 2) Si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

5.14.1.3 Prévention:

La démarche de prévention comprend quatre étapes:

1) Evaluer les risques

Pour cela, on tiendra compte:


- * des caractéristiques de la charge: par ex : de son poids;
- * de l'effort physique requis: par ex : du déséquilibre du salarié lorsqu'il bouge la charge;
- * des caractéristiques du milieu de travail: par ex : de l'emplacement et des espaces dont on dispose pour manutentionner, notamment dans les chantiers de réhabilitation ou de travaux souterrains où l'espace disponible est restreint;
- * des exigences de l'activité: par ex : de la fréquence, des distances et des durées de manutentions.

Pour procéder à cette évaluation, le médecin du travail apportera une aide précieuse.

2) Organiser les postes de travail

La prévention du travail est la solution la plus économique dès lors que l'on analyse le travail réel (démarche ergonomique) avec la participation des opérateurs concernés. On préparera le travail:

- a) en organisant en amont l'activité des opérateurs. Le P.P.S.P.S. (Plan Particulier de sécurité et de Protection de la Santé) pourra, par exemple prévoir les méthodes d'approvisionnement sur le

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

chantier et les techniques de travail adaptées (par ex. la pose mécanique de bordures, sans aggraver d'autres facteurs comme les postures), rendant les tâches plus sûres et moins pénibles.

3) Informer les opérateurs:

- sur le poids de la charge, la position de son centre de gravité,
- sur les risques encourus lorsque la manutention n'est pas exécutée de façon correcte.

Les charges manutentionnées ne doivent pas dépasser les limites fixées par la réglementation: *jusqu'à 55Kg, de manière habituelle*, entre 55 et 105Kg (limite maximum), avec l'avis d'aptitude préalable du médecin du travail.

4) Former les opérateurs

La formation ne règle pas à elle seule le risque des manutentions. Mais elle joue un rôle important pour entraîner l'opérateur:

- * à adopter des gestes et postures rationnels lui permettant de réaliser en sécurité les manutentions manuelles;
- * à utiliser des protections individuelles facilitant les manutentions (gants adaptés, par ex.)

Elle doit être pratique: on apprendra à lever ce que l'on lève effectivement dans les conditions réelles.

Les comités régionaux de l'O.P.P.T.B.P. organisent, à la demande des entreprises, des stages «Gestes et Postures», soit au siège de l'entreprise, soit sur le chantier, en relation avec le médecin du travail

5.14.1.4 Aides et accessoires:

S'il n'est pas possible d'éviter les manutentions manuelles, on doit les rendre moins pénibles par des aides et accessoires. Citons par ex.:


- Aides mécaniques: ponts roulants, palans, palonniers, treuils, grues mobiles...
- Accessoires:
 - * Pour saisir: pinces à bordures (simples ou à dépression), aimants, crochet, ventouses de vitriers..;
 - * Pour soulever: crics, vérins, coussins de levage gonflables, tables élévatrices, supports d'auges à mortier réglables en hauteur, lève-plaques à crémaillères, lève-tampons de regards d'égouts..;
 - * Pour déplacer: leviers (pinces à talon, pinces à riper), rouleaux, chariots, diables, rouleaux-fûts, rouleaux bouteilles de gaz..;
 - * Pour manipuler: pelles, fourches, crocs..;
 - * Pour porter: crochets, sangles, cordages, poignées réglables, sacs de ciment de 25Kg à poignées incorporées, parpaings à poignées intégrées..;
 - * pour transvaser: vides fûts, vides bacs, siphons, pompes...;
 - * pour contenir: caisses, bacs, paniers d'étais ou de poutrelles à basse roulante amovible.

5.14.1.5 Spécificité du chantier:

Les entreprises doivent prévoir dans leur prix d'éviter le recours aux manutentions manuelles et en tout cas de limiter et de réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs, pour cela le PPSPS de chacune des entreprises intègre la démarche de prévention détaillée à l'article.

Les dispositions ci avant sont réputées intégrées aux prix des entreprises. Le coordonnateur pourra donc s'en prévaloir pour exiger des moyens de manutentions de nature à éviter les risques encourus par les opérateurs.

Les entrepreneurs doivent prévoir les aides et accessoires nécessaires à leur manutention et les proposer au coordonnateur.

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

5.15 RENSEIGNEMENT PRATIQUES PROPRES AU LIEU de L'OPERATION

5.15.1 RENSEIGNEMENT PRATIQUES

SECOURS MEDICALISE D'URGENCE: 15

POMPIERS: 18

POLICE: COMMISSARIAT DE POLICE

17.....

SECOURS MEDICALISE D'URGENCE: poste sur téléphone intérieur

POMPIERS: poste **3333** sur téléphone intérieur

POLICE GENDARMERIE: Faire le 17

SECOURS EDF/GDF: A préciser

CENTRE ANTI-POISON: sur téléphone intérieur poste

HOPITAL: sur téléphone intérieur poste

MEDECINS: sur téléphone intérieur poste

OPHTALMO: sur téléphone intérieur poste

CENTRE ANTI-POISON: 01 40 05 48 48

5.16 ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

5.16.1 Obligations d'établissement du PPSPS par les entreprises:

Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993

« **Art. L.235-7.-** Avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé est adressé:


« 1° Au coordonnateur, par chacune des entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelées à intervenir à un moment quelconque des travaux sur un chantier soumis à l'obligation visée à l'article L.235-6;

« 2° Au maître d'ouvrage, par toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent des seuils fixés par décret en conseil d'état.

« **Art. L.235-6.-** Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui soit, fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L. 235-2, soit nécessite l'exécution d'un ou plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers fixés par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture, le Maître d'Ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) qui est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux : **ce PGC SPSP est le présent document.**

DECRET N° 94-1159 du 26 Décembre 1994 « Section 5 : Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

« **Art. R. 238-27.-** L'entrepreneur qui doit remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au Maître d'Ouvrage en application, respectivement, du 1° de l'article L.235-7 ou de l'article R.238-26, **doit disposer de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'Ouvrage pour établir ce plan et de 8 jours pour les travaux de finition.**

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p style="text-align: right;">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	

5.16.2 Rôle et contenu du PPSPS établi par les entreprises:

« Art. R.238-31.

Un cadre modèle de PPSPS est joint en annexe.

5.16.3 Obligations de diffusion et d'information sur les PPSPS des entreprises:

« **Art. R.238-28.-** Le coordonnateur est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et, adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs. En outre dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros oeuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L.236-6.

« **Art. R.238-33.-** Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être consulté, pour avis avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel.

« **Art. R.238-34.-** L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.235-6, adressé à l'inspecteur du travail ou, le cas échéant, au fonctionnaire assimilé en application de l'article L.611-1 (3° alinéa), aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, auquel sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R.238-33.

« **Art. R.238-35.-** Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu disponible en permanence sur le chantier. Sont joints, y compris pour les entrepreneurs non visés à l'article précédent, les avis prévus à l'article R.238-33.


« Dans le cas où une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en oeuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur et des personnes et organismes mentionnés à l'article R.238-34.

« **Art. R.238-36.-** Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé, tenu sur le chantier, peut être consulté par les membres du collège inter-entreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, les représentants des chefs de services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

« L'entrepreneur le tient constamment à disposition de l'inspecteur du travail ou du fonctionnaire assimilé en application de l'article L.611-1 (3° alinéa).

« Le plan de sécurité et de protection de la santé sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la réception de l'ouvrage.

Un modèle de plan de P.P.S.P.S sera remis par le coordonnateur aux entreprises.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21

5.16.4 Mesures arrêtées par le coordonnateur pour répondre aux obligations relatives aux PPSPS des entreprises:

Inspection commune mise au point des PPSPS:

Avant sa première intervention l'entreprise prend l'initiative de prendre contact avec le coordonnateur d'une visite préalable sur le site appelé « inspection commune ». Celle-ci doit être faite par réglementation du présent P.G.C. 21 jours avant l'intervention sur le chantier. A cette occasion, en dérogation à la réglementation, il est convenu que l'entreprise présentera son projet de PPSPS au coordonnateur pour examen et avis avant remise du PPSPS définitif.

Les entreprises peuvent trouver une aide auprès du délégué régional de l'OPBTP pour l'établissement du document et se procurer les documents suivants:

- Mémo Pratique A1M0595
- Guide pratique PPSPS

à commander au comité national de l'OPPBTP- Tours Amboise 204- Rond Point du pont de Sèvres 92516- Boulogne Billancourt Cedex
Tél: 1 46 09 20 00 - Fax 1 46 09 27 40

Remise des PPSPS- Nombre d'exemplaires:

L'entreprise doit intégrer dans ses prix d'ouvrage la fourniture d'autant d'exemplaires supplémentaires que d'entrepreneurs qui en feraient la demande.

Huit jours avant son intervention sur le site, l'entreprise doit remettre son PPSP au coordonnateur.


Avenant au PPSPS:

Si les entreprises poursuivent ou reprennent leurs interventions, il convient de fournir un additif au PPSPS et de tenir compte du PLAN DE CONTINUITE DE L'OPPBTP (voir lien mail).

Les PPSPS des entreprises doivent être mis à jour en fonction des modifications d'organisation (suivant concertation avec le Maître d'Ouvrage, le MOE et le CSPS en amont)
Les interventions des secouristes du chantier doivent tenir compte du risque de propagation du COVID 19.

Réorganiser les lieux de rassemblement de manière à éliminer les rapprochements de personnes (base vie, salle de réunion...)

- Limiter le nombre de personnes au strict nécessaire dans toute zone donnée pour limiter les risques de rencontre et contact.
- Imposer le port systématique de gants de travail adaptés à l'activité
- Protection par masques
Afin de favoriser le respect d'une distance minimale (1 m en cas de port du masque, 2 m en l'absence de port du masque), il est toujours recommandé de porter une attention particulière à la coactivité, et en fonction de l'analyse des risques, de la limiter le cas échéant

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

ou de veiller à mettre en œuvre diverses mesures barrières, comme par exemple séparation de zones, organisation des circulations et zones de travail, port du masque...

En cas de travail à moins de 2 mètres ou de regroupement, le port du masque est obligatoire. Sur les chantiers en extérieur, le port du masque n'est pas obligatoire, sauf en cas de travail à moins de 2 mètres d'une autre personne ou de doute sur la possibilité d'organiser le travail pour respecter la distance minimale de 2 mètres, ou de regroupement. Pour les travaux exposés aux intempéries, l'association d'un écran facial ou d'une visière est recommandée pour protéger le masque de la pluie


Le port d'un masque de type grand public filtration supérieure à 90 % (correspondant au masque dit de « catégorie 1 ») ou de protection supérieure est obligatoire au sein des entreprises dans les lieux collectifs clos.

Pour les chantiers en extérieur, avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins deux mètres. En cas d'impossibilité, faire porter des masques de protection respiratoire, y compris masque à cartouche ou masque à ventilation assistée. Dans le cas d'un travail de plusieurs opérateurs dans un environnement confiné sans ventilation, le port d'un masque de type FFP1 ou de protection supérieure devra être privilégié. Stopper l'activité en cas d'impossibilité

• **protection d'un risque lié au métier et du COVID-19 : masque de protection FFP2 et FFP3**

En cas d'impossibilité, faire appel à des lunettes. Il est possible d'utiliser des masques de protection supérieure (type masque à cartouche ou masque à ventilation assistée) ou autre écran barrière, type écran de casque.

- Limiter la coactivité en réorganisant les opérations. Les procédures d'entrée et de sortie de chantier assurant le respect des règles de distanciation sociale.
Les plans de circulation sur le chantier pour limiter les cheminements communs ou ceux où les salariés sont obligés de se croiser.
- Attribuer les outillages de façon individuelle, sauf en cas de port systématique de gants de travail. Limiter le prêt de matériel entre compagnons.
- Mettre en place un plan de circulation permettant de respecter la distance d'un mètre entre les personnes, notamment lors des croisements. Privilégier les circulations circulaires.
- Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique et privilégier le port du masque et gants.
- Imposer le lavage régulier des mains pendant la journée, au moins toutes les deux heures et à chaque changement de tâches. Prévoir des pauses à cet effet
- Avant chaque début de tâche, revoir les modes opératoires pour valider la possibilité de respecter la distance d'au moins un mètre.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	

5.17 SOUS-TRAITANT

5.17.1 obligations de diffusion du PGC des entreprises à leurs sous-traitants:

« L'entrepreneur qui fait exécuter, en tout ou partie, le contrat conclu avec le maître d'ouvrage pour une opération soumise à l'obligation de plan général de coordination par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci

*un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article R.238-22

*et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenue pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

5.17.2 Obligations d'établissement d'un PPSP par le sous-traitant:

« Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration du plan particulier de sécurité et de protection de la santé des informations fournies par l'entrepreneur, et notamment de celles qui sont contenues dans le plan général de coordination ainsi que, le cas échéant, dans le document mentionné à l'article R.238-29.

« Le sous-traitant doit disposer de trente jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir le plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste prévue à l'article L.235-6.


5.18 MESURES COERCITIVES EN VUE D'ASSURER L'APPLICATION DES MESURES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Elles sont définies au C.C.A.P.

6. COLLEGE INTER ENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Sans objet.

7. ANNEXE 1 : PLAN DE PREVENTION

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à Jour Avril 2020

<p>Plan de prévention Décret N° 92-158 du 20 février 1992 Arrêté du 19 mars 1993</p>

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :

1. Nom et adresse complète de l'entreprise :

Code postal : Ville : Tél : Fax :

2. Nom et qualification du responsable de chantier :

3. Localisation des travaux : Hôpital Universitaire Necker - Enfants Malades / Bâtiment

.....

4. Désignation des travaux :

.....

.....

Nom et Prénom du ou des salarié(s)	Date des travaux		Horaires de travail
	Début	Fin	

Maître d'ouvrage : Hôpital Necker

Représentant :

Date :


Signature :

Entreprise extérieure :

Représentant :

Date :

Signature :

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p align="center">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à Jour Avril 2020

CONSIGNES D'APPEL DES SECOURS

EN CAS D'INCENDIE :

- Appeler immédiatement PC sécurité incendie: Tél. : 33 33.
- Préciser : le bâtiment, l'étage, le service, le type de feu, votre nom et société, n° de tél.
- Attaquer le sinistre avec les moyens de secours sans prendre de risque.
- Fermer les portes.
- Attendre l'arrivée des agents de sécurité incendie à l'entrée du chantier

EN CAS D'ACCIDENT :

- Ne pas déplacer le blessé.
- Appeler immédiatement le PC sécurité incendie: Tél. : 33 33.
- Préciser le lieu de l'accident et l'état du blessé.
- Attendre l'arrivée des agents de sécurité incendie à l'entrée du chantier.
- Rechercher un secouriste du travail.

Accès des secours : 151, Rue de Sèvres


.....

.....

Le téléphone de la zone de travail se trouve :

.....

.....

	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	



Mise à Jour Avril 2020

CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ AUX ENTREPRISES EXTERIEURES

1/ CONTRAINTES LIÉES A L'ACTIVITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT

- Il est interdit de fumer dans l'établissement sauf aux endroits désignés.
- Laisser toujours libre les accès au matériel de lutte contre l'incendie : extincteurs, RIA, CS, PI.
- Ne jamais encombrer les dégagements, les entrées principales et issues de secours des bâtiments.
- Il est interdit d'utiliser les téléphones portables dans l'établissement.
- Limiter le bruit.
- Ne pas utiliser les ascenseurs (prendre les montes charges).
- Ne pas encombrer les voies pompier.
- Maintenir les portes fermées.
- Dégager à chaque fin de poste tous matériels et matériaux.
- Baliser les zones de travaux.
- Respecter la signalisation.
- Ne pas stocker des produits inflammables ou nocifs dans l'hôpital.
- Ne pas circuler en dehors des zones de travaux.

2/ HYGIÈNE

- Confiner les zones de travaux contre la dispersion des poussières.
- Respecter le protocole des tenues dans les secteurs à risques et infectieux si travaux dans un service de soins.
- Nettoyer les locaux avec aspirateur à filtre.
- Etre à jour de ses vaccins.
- Avoir des tenues propres

3/ UTILISATION DE MATERIEL APPARTENANT À L'HOPITAL :

- Il est interdit d'utiliser du matériel appartenant à l'hôpital sans autorisation écrite du responsable du matériel en question.

4/ CIRCULATION DANS L'ENCEINTE DE L'ETABLISSEMENT SEULEMENT POUR :


- Le code de la route s'applique dans l'enceinte de l'établissement.
- Stationner aux endroits qui ont été désignés.
- Etre attentif aux manœuvres des véhicules et engins de manutention,

5/ UTILISATION DES PRODUITS DANGEREUX :

- Il est interdit d'introduire des produits dangereux sans l'établissement sans autorisation du responsable des travaux.
- Détenir les fiches de sécurité des produits utilisés et appliquer les mesures de prévention et protection.

6/ TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS :

- **Un permis de feu est obligatoire** pour exécuter des travaux par points chauds (soudure, tronçonnage, meulage...). Il est **délivré par le PC de sécurité incendie et valable 24h**. Les entreprises extérieures doivent **disposer de leurs propres moyens d'extinction**.

	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	



Mise à Jour Avril 2020

7/ HABILITATION DU PERSONNEL EXTÉRIEUR :

- Tous les personnels ouvriers doivent être habilités aux travaux qu'ils sont tenus d'effectuer.

8/ ATTESTATION DE CONSIGNATION :

- Une attestation de consignation, délivrée par les services techniques de l'hôpital, est obligatoire pour toute intervention sur les réseaux (électricité, fluides médicaux, etc.)

9/ LOCAUX ET INSTALLATION A L'USAGE DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES :

- Les vestiaires, sanitaires et réfectoires sont mis à disposition des entreprises utilisatrices (niveau -1 du bâtiment Kirmisson). Elles en assurent le nettoyage. Les demandes complémentaires sont à faire auprès du responsable des travaux.

10/ AVANT DE TERMINER VOTRE TRAVAIL, A LA FIN DE CHAQUE HORAIRE DE TRAVAIL :


- Faire une ronde de sécurité,
- Débrancher les machines et prolongateurs,
- Eteindre les lumières
- Fermer les locaux (fenêtres, portes, etc.).

11/ PRECONISATIONS SANITAIRES EN PERIODE D'EPIDEMIE (Annexes 2, 2 bis, 3, 4 et 5)

- **Se laver les mains** toutes les 2 heures à l'eau et au savon ou utiliser un gel hydroalcoolique (Annexe 1 bis : méthode)
- **Porter un masque** (Annexe 2 : méthode d'utilisation)
- **Désinfecter systématiquement les véhicules et engins** à chaque changement d'utilisateur et d'utilisation (volant, levier de vitesse, poignées de coffre, de portes, comodors...),
- **Nettoyer les surfaces de contact** fréquent toutes les 2 heures et lieux collectifs au minimum 2 fois par jour : poignées de porte, tables, comptoirs, sols, ...
- **Laver régulièrement les équipements individuels** : téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...
- **Désinfecter les matériels** : gants métiers, outils, outillage...
- **Nettoyer vos vêtements et vos tenues de travail** régulièrement,
- **Se déplacer** en sécurité pour se protéger dans les véhicules et les engins du BTP : privilégier le déplacement individuel dans un véhicule personnel (se positionner en quinconce si plusieurs personnes),
- Assurer la distance d'un mètre entre les personnes,
- **Pour se protéger dans les bases vie et bungalow de chantier du BTP** : respecter les horaires de prise de poste, respecter le nombre de personnes autorisées dans ces lieux de vie (vestiaires, réfectoire, ..), s'y rendre à tour de rôle, apporter sa gamelle et son thermos individuels, signaler la rupture de produits de désinfection. (Annexe 4)
- **Remplir et signer l'annexe 9 des conditions d'intervention joint au PP.**

12/ OBLIGATIONS GÉNÉRALES :

- Les informations prévues au plan de prévention sont tenues à la disposition de l'inspecteur du travail, des agents de la CRAM, des médecins du travail, du CHSCT.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à Jour Avril 2020

13/ ANNEXES

- Annexe 1 : Analyse des risques
- Annexe 2 : Consignes de nettoyage pour se protéger
- Annexe 2 bis : méthode pour se laver les mains
- Annexe 3 : Le port du masque : méthode
- Annexe 4 : Déplacement dans les véhicules et engins du BTP
- Annexe 5 : Se protéger dans les bases de vie et bungalow de chantier
- Annexe 6 : Extraits issus de la réglementation du code du travail

Le présent document a été établi d'un commun accord entre l'Hôpital Universitaire Necker - Enfants Malades et les entreprises extérieures.
Il fait suite à l'inspection commune des lieux de travail et à l'analyse des risques potentiels pouvant résulter de l'interférence entre entreprises travaux / activité de l'hôpital / accueil du public.

Toute modification des risques doit faire l'objet d'une information réciproque et les éventuelles nouvelles mesures doivent être annexées au présent plan de prévention.

Les responsables des entreprises extérieures ou leurs représentants désignés, s'engagent :

- à exécuter les mesures décidées qui les concernent dans ce plan de prévention ;
- à informer leur personnel et leurs sous-traitants des consignes générales et particulières et à veiller à leur bonne application
- à informer leur personnel des mesures prises dans ce plan de prévention et dont la non exécution pourra entraîner l'arrêt des travaux ;
- à informer le maître d'ouvrage et le représentant sécurité de l'intervention de nouveaux sous-traitants.

Il est rappelé que ce plan de prévention vient en complément des consignes générales de sécurité données dans le document "conditions d'intervention" et de toutes les obligations légales découlant de la réglementation en vigueur à ce jour.


Avant tout début d'intervention, le représentant de l'entreprise extérieure certifie avoir eu connaissance du Dossier Technique Amiante de l'Entreprise.



Mise à Jour Avril 2020

[illegible]

Direction des Investissements Hôpital NECKER Enfants Malades Nom et qualité du signataire : Sandrine BRICAUD Directrice des Investissements Date :	L'entreprise (E.E.) Nom et qualité du signataire : Date :	Le maître d'œuvre Date :
---	--	---


	<p align="center">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	



Mise à Jour Avril 2020

Inspection commune avant le début de l'opération
Risques interférents - Mesures de prévention
(Liste non exhaustive donnée à titre d'exemple)

Domaine des risques	Mesures de prévention	Domaine des risques	Mesures de prévention
Circulation Chantier	Balisage Périmètre de sécurité Signalisation Eclairage suffisant	Emplois de produits chimiques dangereux, toxiques, inflammables, corrosifs... etc.	Consignes utilisation Balisage, Lave-œil, douche, Extincteur Protections individuelles Autres
Autres domaines de risques		Chute de personnes	Chaussures antidérapantes, Balisage Chantier propre Aire de stockage matériel
Manutentions manuelles	Manutentions ne devant pas entraîner de courbures du dos Charge transportée manuellement < à 30 kg Appareil de levage approprié. Port d'équipements individuels.	Gaz (asphyxie, incendie, explosions, travail en vase clos... etc.)	Ventilation suffisante Eclairage Antidéflagrant Protections individuelles Autres
Chute de hauteur	Escabeau à plateforme Echafaudage stabilisé muni de garde-corps Protection des baies et balcons Filets de sécurité Harnais antichute	Incendie (explosion, radiations, fumées... etc.)	Permis de feu Extincteurs, bâche Interdiction flamme nue Ventilation Protections individuelles Autres
Manutention mécanisée (ponts roulants, chariots automoteurs, grues, engins de levage, monte-charges, tables élévatrices... etc.)	Réception organisme agréé Certificat conformité Permis cariste-grutier Personne autorisée Conditions météo évaluées Formation élinguage	Ambiance physique (bruit, éclairage, chaleur, froid, poussières, rayonnements, bois, amiante, plomb... etc.)	Protections individuelles Masques adaptés Ventilation Autres
Outils portatifs électriques, pneumatiques (Perceuses, meuleuses, marteaux piqueurs, tronçonneuses... etc.)	Vérification du bon état de l'outillage Protection par bâches Matières inflammables à déménager Protection individuelle adaptée	Electricité Electrocution	Habilitation Balisage - Signalisation Consignation Protection 30 mA Autres

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	 <p>AP-HP. Centre Université de Paris</p>
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à Jour Avril 2020

Annexe 4


COVID-19

CORONAVIRUS, SE DÉPLACER EN SÉCURITÉ POUR SE PROTÉGER DANS LES VÉHICULES ET LES ENGINS DU BTP

- 

Privilégiez le déplacement individuel dans un véhicule personnel.
Si plusieurs personnes : une personne par rang, positionnées en quinconce.
- 

Assurez la distance d'un mètre entre les personnes.
- 

Désinfectez systématiquement les surfaces à chaque changement d'utilisateur et d'utilisation : volant, levier de vitesse, poignées de coffre, de portes et comodors...
- 


Conservez sur vous l'autorisation de déplacement de l'entreprise.

(Conseils à afficher dans le véhicule ou dans l'engin.)

OPFBTP
Opérateur Prévention en Prévention
des Bâtiments et des Travaux Publics

Version à jour du 21/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour
régulièrement sur le site www.preventionbtp.fr

  
www.preventionbtp.fr

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à Jour Avril 2020

Annexe 5

COVID-19

CORONAVIRUS,
ADOPTER LES BONS RÉFLEXES POUR SE PROTÉGER
DANS LES BASES VIE ET BUNGALOWS DE CHANTIER DU BTP


- ✓  Respecter les horaires de prise de poste.
- ✓  Assurer la distance d'un mètre entre les personnes.
- ✓  Respecter le nombre de personnes autorisées dans les lieux de vie (vestiaires, réfectoire...).
- ✓  Se rendre dans les lieux de vie lorsque c'est son tour.
- ✓  Apporter sa gamelle et son thermos individuels.
- ✓  Se laver les mains fréquemment (eau + savon ou gel hydroalcoolique).
- ✓  Signaler si les produits pour se laver les mains sont manquants et si le nettoyage n'a pas été réalisé.

(Conseils à afficher dans les bases vie et bungalows)

OPFBTP
Opérateur Préféré du BTP
au Service de l'État

Version à jour au 21/04/2020 – Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventionbtp.fr



	<div>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</div>	<div><div>AP-HP. Centre Université de Paris</div></div>
Projet cœur Necker Enfants Malades		Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21



Mise à Jour Avril 2020

Annexe 6 : Extraits issus de la réglementation

Code du travail

Article R4224-14 Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessibles.

Article R4224-15 Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

1° Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ;

2° Chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Les travailleurs ainsi formés ne peuvent remplacer les infirmiers.

Article R4512-1 Lorsque, après le début de l'intervention, une entreprise extérieure recourt à de nouveaux sous-traitants, les procédures prévues par le présent chapitre sont à nouveau applicables à ces derniers.

Article R4512-2 Il est procédé, préalablement à l'exécution de l'opération réalisée par une entreprise extérieure, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures.

Article R4512-3 Au cours de l'inspection commune préalable, le chef de l'entreprise utilisatrice :

1° Délimite le secteur de l'intervention des entreprises extérieures ;

2° Matérialise les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs ;

3° Indique les voies de circulation que pourront emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures ;

4° Définit les voies d'accès de ces travailleurs aux locaux et installations à l'usage des entreprises extérieures prévus à l'article R4513-8

Article R4512-4 Le chef de l'entreprise utilisatrice communique aux chefs des entreprises extérieures ses consignes de sécurité applicables aux travailleurs chargés d'exécuter l'opération, y compris durant leurs déplacements.

Article R4512-5 Les employeurs se communiquent toutes informations nécessaires à la prévention des risques, notamment la description des travaux à accomplir, des matériels utilisés et des modes opératoires dès lors qu'ils ont une incidence sur la santé et la sécurité.

Article R4512-6 Au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, les chefs des entreprises utilisatrice et extérieures procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels. Lorsque ces risques existent, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

Article R4512-7 Le plan de prévention est établi par écrit et arrêté avant le commencement des travaux dans les deux cas suivants :

1° Dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;

2° Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée, respectivement, par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Article R4512-8 Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1° La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

2° L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

3° Les instructions à donner aux travailleurs ;


4° L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;

5° Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Article R4512-9 Chaque entreprise concernée fournit la liste des postes occupés par les travailleurs susceptibles de relever de la surveillance médicale renforcée prévue par l'article R4624-19 ou, s'il s'agit d'un salarié agricole, par l'article R717-16 du code rural, en raison des risques liés aux travaux réalisés dans l'entreprise utilisatrice. Cette liste figure dans le plan de prévention.

Article R4512-10 Le plan de prévention fixe la répartition des charges d'entretien entre les entreprises extérieures dont les travailleurs utilisent les locaux et installations prévus à l'article R4513-8 et mis à disposition par l'entreprise utilisatrice.

Article R4512-11 Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R1334-22, R1334-27 et R1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan de prévention.

	<p style="text-align: center;">AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p style="text-align: center;">Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à jour Avril 2020

Article R4512-12 Lorsque l'établissement d'un plan de prévention par écrit est obligatoire, en application de l'article R4512-7 :

1° Ce plan est tenu, pendant toute la durée des travaux, à la disposition de l'inspection du travail, des agents de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;

2° Le chef de l'entreprise utilisatrice informe par écrit l'inspection du travail de l'ouverture des travaux.

Article R4512-13 Lorsque l'opération est réalisée de nuit ou dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité de l'entreprise utilisatrice est interrompue, le chef de l'entreprise extérieure intéressée prend les mesures nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.

Article R4513-1 Pendant l'exécution des opérations, chaque entreprise met en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. Le chef de l'entreprise utilisatrice s'assure auprès des chefs des entreprises extérieures que les mesures décidées sont exécutées. Il coordonne les mesures nouvelles à prendre lors du déroulement des travaux.

Article R4513-4 Les mesures prises lors de la coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.


Article R4513-8 Les installations sanitaires, les vestiaires collectifs et les locaux de restauration sont mis par l'entreprise utilisatrice à la disposition des entreprises extérieures présentes dans l'établissement, excepté lorsque ces dernières mettent en place un dispositif équivalent. Des installations supplémentaires sont mises en place, si nécessaire, sur la base de l'effectif moyen des travailleurs des entreprises extérieures devant être employés au cours de l'année à venir de manière habituelle dans l'établissement de l'entreprise utilisatrice.

Article R4513-9 Lorsque l'établissement d'un plan de prévention par écrit est obligatoire, en application de l'article R4512-7, ce plan est tenu à la disposition du médecin du travail de l'entreprise utilisatrice et des médecins du travail des entreprises extérieures intéressées. Ceux-ci sont informés de ses mises à jour. Le plan de prévention et ses mises à jour leur sont communiqués sur leur demande.

Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention

Article 1 Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 237-8 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérigènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 231-51 du code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R. 233-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant les risques définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article 233-29 du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transstockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 233-9 du code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
17. Travaux de démolition.
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
19. Travaux en milieu hyperbare.
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825.
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à jour Avril 2020

Annexe 3

COVID-19

CORONAVIRUS, PORTER EFFICACEMENT SON MASQUE POUR SE PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

- 1 Se laver les mains à l'eau et au savon ou avec un gel hydroalcoolique.
- 2 Repérer le haut (barrette nasale).
- 3 Passer les élastiques derrière la tête, de part et d'autre des oreilles.
- 4 Vérifier que le masque couvre bien le menton.
- 5 Ajuster le masque en pinçant la barrette sur le nez.
- 6 Tester l'étanchéité : couvrir le masque avec les mains et inspirer ; le masque doit se plaquer sur le visage.
- 7 Après usage, retirer le masque par l'arrière par les attaches et le jeter. Ne touchez pas la partie qui couvre votre visage.
- 8 Se laver les mains.




(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

OPFBTP
Organisation professionnelle de l'artisanat
du Bâtiment et des Travaux Publics

Version à jour au 2/04/2020 - ces éléments sont mis à jour
régulièrement sur le site www.preventionbtp.fr



	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Mise à Jour Avril 2020

Annexe 2 bis

COVID-19

CORONAVIRUS,
SE LAVER LES MAINS POUR SE PROTÉGER
DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP




(Conseils à afficher près des points d'eau)

OPFBTP
Observatoire Français de la Prévention du BTP

Version à jour au 2/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventionbtp.fr

 preventionbtp.fr/observatoire

	<p>AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades</p>	
Projet cœur Necker Enfants Malades	<p>Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21</p>	



Annexe 2

Mise à jour Avril 2020

COVID-19

CORONAVIRUS, DES CONSIGNES DE NETTOYAGE POUR SE PROTÉGER

- 

Lavez-vous les mains toutes les deux heures à l'eau et au savon ou utilisez un gel hydroalcoolique.
- 

Désinfectez systématiquement les véhicules et les engins à chaque changement d'utilisateur et d'utilisation : volant, levier de vitesse, poignées de coffre, de portes, comodors...
- 

Nettoyez les surfaces de contact fréquent toutes les deux heures et lieux collectifs au minimum deux fois par jour : poignées de porte, tables, comptoirs, sols...
- 

Laver régulièrement les équipements individuels : téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...
- 

Désinfectez les matériels : gants métiers, outils, outillages...
- 


Nettoyez vos vêtements et vos tenues de travail régulièrement.

(Conseils à afficher dans les bases vie et bungalows)



Version à jour au 2/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventivite.fr



	AP-HP Paris Centre Université Hôpital Necker-Enfants malades	 AP-HP. Centre Université de Paris
Projet cœur Necker Enfants Malades	Plan Général de Coordination Sécurité Santé PGC 2/09/21	



Mise à Jour Avril 2020

	(lunettes)		
Chutes d'objets en stockage (manutention, travaux en hauteur, etc.)	Filet Gardes fou Amarrage Autres	Emploi de matériel d'oxycoupage de soudage à l'électricité, à l'autogène, à l'argon... etc.)	Permis de feu Matériel de protection Bâches anti-feu Autres
Travaux en hauteur (charpentes, toitures, toitures terrasses Risque de chute en toiture terrasse sans protections collectives bardages... etc	Harnais Amarrage échelles Nacelles - plates formes Echafaudage stabilisé protections collective provisoire de chantier, lignes de vies.	Rayonnement ionisant, laser, électromagnétique	Balisage, Signalisations Protections individuelles Protections zone de travail, Autres
Coupures, piqûres	Port de gants, Désinfection	Risque de contamination	Lavage des mains (eau + savon ou Solution HydroAlcoolique), port du masque, désinfection du matériel utilisé (véhicules, outils,...)